

**Assemblée générale**

Soixante-deuxième session

Documents officiels

112^e séance plénièreVendredi 8 juillet 2008, à 10 heures
New York

Président : M. Kerim (ex-République yougoslave de Macédoine)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Réunion sur la crise alimentaire et énergétique mondiale**Point 48 de l'ordre du jour (suite)****Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes**

Le Président (parle en anglais) : S'agissant du point 48 de l'ordre du jour, les membres se rappelleront que, dans une lettre datée du 16 juillet 2008, j'ai transmis le cadre général d'action révisé de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, présenté par le Secrétaire général.

Déclaration du Président

Le Président (parle en anglais) : La communauté internationale se trouve face à une augmentation alarmante et interdépendante des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Cette situation a été aggravée par les effets imprévisibles des changements climatiques et une économie mondiale en récession. Les conséquences sociales potentielles sont extrêmement graves.

Le Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le

développement considère l'insécurité alimentaire, ainsi que le stress hydrique, l'élévation du niveau des mers, la vulnérabilité aux catastrophes climatiques et la dégradation de l'environnement comme les principaux mécanismes de transmission par lesquels les changements climatiques pourraient faire reculer le développement humain.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'accroissement des prix des denrées alimentaires et du pétrole pourrait gravement affaiblir les économies de 75 pays en développement, si bien que les perspectives de stagflation, de ralentissement de la croissance et d'augmentation de l'inflation et du chômage, sont une réalité pour beaucoup. La Banque mondiale estime que la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole pourrait réduire de 3 à 10 % le produit intérieur brut de 40 à 50 pays faisant basculer au moins 100 millions de personnes dans la pauvreté.

C'est pourquoi la crise alimentaire et énergétique mondiale requiert une action immédiate, cohérente et coordonnée, le système des Nations Unies jouant un rôle central. Lorsque le Secrétaire général a fait son exposé devant les États Membres en juin, il a exhorté l'Assemblée générale à continuer d'apporter son appui pour régler ces questions pressantes.

À diverses occasions, les États Membres ont précisé qu'il était nécessaire que l'Assemblée générale prenne des mesures concrètes pour remédier à la crise alimentaire et énergétique. En outre, la Déclaration

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



ministérielle de 2008 du Conseil économique et social lance un appel à une action individuelle et collective d'urgence pour stopper les effets de la crise et accroître la viabilité de l'économie mondiale.

Le cadre général d'action dont nous sommes saisis aujourd'hui offre une stratégie cohérente et coordonnée pour y parvenir. C'est pourquoi je voudrais féliciter le Secrétaire général d'en avoir pris l'initiative et d'avoir reconnu la nécessité d'une action mondiale rapide et coordonnée.

Tout comme nous avons examiné les changements climatiques à la présente session, nous devons maintenant demander l'engagement complet et continu de tous les États Membres à un niveau élevé pour tenter de remédier à la crise alimentaire et énergétique. Tout en tenant compte des effets tragiques de ces crises, nous devons saisir cette occasion pour redynamiser le système multilatéral.

Depuis le début de l'année, le prix des produits de base a augmenté de plus de 30 % du fait des coûts record des denrées alimentaires et du pétrole. Cette tension croissante entre l'offre et la demande des produits agricoles résulte d'un cycle complexe faisant intervenir divers facteurs, tels que la flambée des coûts de l'énergie, la demande croissante de la part des économies émergentes, et la crise des crédits qui s'abat actuellement sur les marchés immobiliers et les produits de base.

Les changements climatiques, ainsi que les sécheresses, les inondations et les cyclones, événement qui frappent de façon de plus en plus marquée, ainsi que le fait que les biocarburants à base d'éthanol soient de plus en plus populaires, sont autant de facteurs complexes qui expliquent pourquoi l'on dispose de moins en moins de produits alimentaires. Ainsi, aujourd'hui, pour plus de deux milliards de personnes, la hausse du prix des denrées alimentaires est synonyme de lutte quotidienne, de sacrifice, de survie. Quelle que soit leur taille ou leur poids, toutes les économies, mais en particulier les moins développées, sont touchées par ce phénomène. C'est bien pourquoi il s'agit d'une urgence. C'est pourquoi il est indispensable d'agir promptement et de manière coordonnée à l'échelle mondiale.

Une approche globale et multilatérale fondée sur le Cadre d'action est nécessaire pour enrayer les crises, réduire au minimum leurs conséquences négatives et permettre d'améliorer l'offre à moyen terme. Le Cadre d'action poursuit deux objectifs fondamentaux :

d'abord, satisfaire les besoins immédiats des populations vulnérables, et deuxièmement, garantir une sécurité alimentaire mondiale durable. Pour y parvenir, le Secrétaire général a invité la communauté internationale à allouer 25 milliards de dollars par an pour réaliser ces objectifs. D'une manière générale, le système multilatéral – y compris le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le FMI, le Fonds international de développement agricole, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – a déjà réuni quelque 2,3 milliards de dollars, et les pays du Groupe des Huit quelque 10 milliards, afin de contribuer à l'aide alimentaire, d'intervenir en matière de nutrition, de mener des activités en faveur de la protection sociale, et de prendre des mesures visant à augmenter la production agricole des pays touchés.

Mais cela est loin de suffire à satisfaire aux besoins annuels. Aussi voudrais-je inviter les donateurs et le système multilatéral à faire davantage, non seulement parce que les aides agricoles sont passées de 17 % dans les années 70 à 3 % à peine aujourd'hui, mais également parce que le véritable impact de chaque dollar alloué à l'aide alimentaire aujourd'hui ne représente que la moitié de ce qu'il était l'an dernier.

L'Assemblée générale devrait dès lors apporter l'engagement politique nécessaire afin que les mesures à prendre puissent bénéficier d'un large soutien international. L'Assemblée générale devrait également jouer un rôle actif et crucial en favorisant les partenariats mondiaux sur l'alimentation et l'agriculture, qui impliquent tous les acteurs pertinents, comme les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les donateurs et les institutions internationales. Les Nations Unies devraient faciliter l'action de tous ces acteurs et les coordonner, tandis que l'Assemblée générale devrait fixer la direction politique d'ensemble.

Il nous faut écouter attentivement la voix de ceux qui plaident en faveur de modèles de consommation et de production plus durables qui fonderaient un nouveau modèle économique. Il nous faut maintenant commencer à prendre les mesures plus dures afin qu'à long terme, nous puissions être en mesure de donner au multilatéralisme un nouveau souffle et de nous orienter vers un nouveau paradigme économique pour le XXI^e siècle.

À cette fin, il faut utiliser tous les mécanismes dont nous disposons pour régler la crise alimentaire, ce qui signifie notamment agir dans les domaines du financement du développement, des changements climatiques, des prochaines rencontres sur les besoins de l'Afrique en matière de développement et des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que du programme de réforme globale de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons régler systématiquement toutes les questions structurelles de plus longue haleine afin de garantir à tous une sécurité économique.

Au niveau mondial, il est urgent et indispensable de parvenir à un accord pour rationaliser les politiques agricoles en veillant à faire rapidement aboutir le cycle commercial de Doha. Tant que l'agriculture continuera d'être le secteur qui subit le plus les politiques qui faussent le marché, nous ne pourrons faire prévaloir durablement une sécurité alimentaire mondiale. On estime qu'en réduisant les subventions et en levant les droits de douane et d'autres obstacles commerciaux, on stimulerait la production de produits alimentaires tout en ouvrant la voie au développement de 180 millions de petits paysans en Afrique.

Aussi la crise alimentaire fournit-elle une occasion avantageuse à toute la communauté internationale de convenir collectivement de politiques visant à encourager l'efficacité des échanges tout en stimulant la production agricole et en réduisant la vulnérabilité des plus pauvres dans le monde. L'escalade des prix du pétrole, dans le contexte du réchauffement planétaire, fournit également l'occasion de réduire les émissions de dioxyde de carbone en adoptant de nouvelles sources d'énergie, plus propres et plus durables, comme l'énergie éolienne, solaire – et pourquoi pas? – nucléaire.

Ce qui importe le plus, c'est que nous ayons le courage de nous atteler de manière active à ces problèmes et de prendre des décisions. C'est pourquoi j'appuie les appels de plusieurs États Membres pour que la sécurité alimentaire et le développement soient l'un des sujets prioritaires de la soixante-troisième session. Cependant, étant donné qu'il faut régler d'urgence les crises alimentaire et énergétique, l'Assemblée générale devrait adopter une résolution appelant à une action mondiale concertée et immédiate lors de la présente session. Si nous ne parvenons pas, ensemble, à une solution commune pour enrayer les crises alimentaire et énergétique, tous les efforts que nous déployons pour lutter contre les changements

climatiques et pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement seront voués à l'échec.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de passer en revue les progrès accomplis pour régler les problèmes des crises alimentaire et énergétique mondiales. Les membres se souviendront que dans mes exposés précédents, j'ai indiqué que j'avais établi, à la demande du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire, qui réunit le système des Nations Unies, et notamment les institutions de Bretton Woods et d'autres organisations internationales compétentes, afin de répondre à la crise de manière cohérente et coordonnée.

Avant même que les prix n'aient commencé leur envolée dramatique, près de 10 000 enfants mouraient déjà chaque jour de causes liées à la malnutrition. Au moins 800 millions de personnes se couchaient avec la faim au ventre. C'est moralement scandaleux.

Dans le même temps, les effets des changements climatiques – tels qu'une exposition accrue aux sécheresses, la hausse des températures, des précipitations moins régulières et des phénomènes climatiques extrêmes – menacent les systèmes hydrauliques et agricoles condamnant des centaines de millions de personnes à la malnutrition et à la pénurie d'eau. Et aujourd'hui, alors que les prix de l'énergie s'envolent et que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 50 % dans la seule année dernière, le problème ne peut que se détériorer, et peut faire basculer 100 millions de personnes supplémentaires dans la faim et la pauvreté.

La double menace que constituent les prix élevés des produits alimentaires et du carburant risque de saper la plupart des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Comme je l'ai indiqué lors du sommet du Groupe des Huit qui s'est tenu à Hokkaido, les trois principaux défis que doit relever l'humanité tout entière, et qui défient notre manière de vivre – réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, lutter contre les changements climatiques, et répondre aux crises alimentaire et énergétique mondiales – sont étroitement liés et sont mondiaux par nature. Ils exigeront par conséquent une réponse mondiale qui devra s'appuyer sur des partenariats mondiaux. Nous

ne pouvons pas nous permettre de ne pas satisfaire aux espoirs de ces dizaines de millions de personnes vulnérables ou de les décevoir. La crise n'est pas une question de court terme; elle exigera l'attention constante des gouvernements, des donateurs, des organisations internationales et régionales, de la société civile et du secteur privé au cours des années à venir.

La communauté mondiale est déjà engagée dans cette voie. Lors du sommet du Groupe des Huit, les dirigeants des pays les plus nantis du monde ont pris l'engagement important de relever le triple défi que représentent les changements climatiques, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les crises alimentaire et énergétique. Au début du mois de juillet, le Conseil économique et social, dans sa déclaration ministérielle, a reconnu la gravité et la complexité de la crise alimentaire mondiale et a réaffirmé que ses conséquences exigeraient une réponse globale et coordonnée de la part des gouvernements nationaux et de la communauté internationale. Des mesures ont d'ores et déjà été prises.

Les organismes des Nations Unies et leurs partenaires affectent maintenant les ressources différemment et mobilisent des fonds nouveaux pour que l'aide alimentaire et les soins nutritionnels parviennent à ceux qui en ont le plus besoin. Nous fournissons aux petits fermiers des pays en développement des semences, de l'engrais et d'autres fournitures pour faire pousser davantage de cultures. C'est un début, mais avec tous ces millions de personnes menacées par la crise, nous devons tous, y compris les États Membres, faire bien davantage, sans délai. Ces efforts doivent être encore accentués et maintenus au cours des trois à cinq prochaines années.

Je voudrais saluer la proposition faite aujourd'hui par la Commission européenne d'un fonds spécial, à hauteur de 1,5 milliard de dollars, qui apporterait une réponse rapide à la crise alimentaire. L'argent viendrait compléter de manière cruciale les fonds de développement existants et serait alloué aux pays en développement les plus démunis. Les fonds seraient versés en coordination avec l'Équipe spéciale des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

Pour atteindre l'OMD sur la réduction de la pauvreté et de la faim, nous avons besoin d'un partenariat mondial autour de l'alimentation. Les gouvernements doivent occuper une place centrale,

mais il nous faut tous – États Membres, organismes des Nations Unies, institutions de Bretton Woods, communautés scientifiques et académiques, entreprises, organisations non gouvernementales et société civile – travailler de concert.

J'estime que le partenariat mondial doit être guidé dans son action par le cadre général d'action dont nous sommes saisis aujourd'hui. Le cadre a été élaboré par mon Équipe spéciale de haut niveau et constitue l'orientation convenue et consolidée de toutes ses agences et organisations participantes.

D'emblée, il importe de comprendre ce qu'est le cadre, et ce qu'il n'est pas. Il n'est pas un modèle applicable à toutes situations, mais un menu d'actions qui doit être ajusté au contexte et aux besoins spécifiques de chaque pays et être à la base des stratégies nationales de sécurité alimentaire établies par les gouvernements. Le cadre n'est pas un outil de collecte de fonds et ne fournit pas de budgétisation détaillée. Il vise plutôt à catalyser l'action au niveau des pays en fournissant aux gouvernements et partenaires clefs les principaux éléments pour formuler des réponses. Il reconnaît que toute réponse doit prendre en considération les circonstances spécifiques des pays et des régions concernés. Bien que de nombreuses initiatives puissent nécessiter une aide extérieure, les politiques et mesures suggérées par le cadre visent avant tout à renforcer les capacités propres des pays et leur résilience en prévision de chocs futurs.

Les prochaines mesures qu'il nous faudra prendre sont claires. Premièrement, et immédiatement, nous devons veiller à ce que les populations vulnérables ne soient pas laissées sans aide urgente en pleine situation d'urgence. Nous devrions le faire en renforçant l'aide alimentaire et les autres interventions liées à la nutrition; en augmentant l'appui financier prévisible à l'aide alimentaire; en réduisant les restrictions aux contributions des donateurs; et en exemptant les achats de denrées destinées à l'action humanitaire des restrictions et des taxes ajoutées à l'export. Nous pourrions également avoir besoin de créer un système de réserve mondial pour les denrées destinées à l'action humanitaire.

Deuxièmement, nous devons agir sans délai pour accroître considérablement la production agricole cette année. Il faut que nous le fassions en fournissant d'urgence les semences et engrais nécessaires pour les cycles de plantation à venir, en particulier aux petits fermiers du monde. Il est grand temps de renverser la

tendance marquée et regrettable à la baisse de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement (APD). L'APD a chuté de 18 % il y a 20 ans à seulement quelque 3 % aujourd'hui. J'ai exhorté les dirigeants du G-8 et les donateurs internationaux à augmenter la part de l'APD allouée à l'agriculture en la faisant passer de 3 % à au moins 10 %.

Troisièmement, nous devons améliorer le commerce équitable et la libre circulation des marchandises en réduisant les subventions agricoles dans les pays du G-8. La hausse du prix des produits agricoles dans les pays à faible revenu qui souffrent d'insécurité alimentaire offre l'occasion de réaffecter les économies à l'investissement agricole.

Quatrièmement, nous devons sensiblement accroître l'investissement dans l'agriculture et le développement rural de manière à en faire un secteur viable de l'économie. Nous devons le faire en donnant une impulsion forte aux dépenses publiques en matière d'infrastructure agricole et rurale.

Cinquièmement, il nous faut renforcer les marchés de produits alimentaires mondiaux pour répondre aux besoins de tous les pays et de toutes les populations, en particulier les pauvres, notamment en minimisant les restrictions à l'export et les taxes sur les produits alimentaires afin de contribuer à la stabilisation des prix dans ce domaine. J'appelle à nouveau à une conclusion rapide du prochain Cycle des négociations de Doha pour le développement, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce.

Sixièmement, les États Membres doivent réévaluer les subventions et protections tarifaires en ce qui concerne la production de biocarburants. Il est vrai que les biocarburants doivent rester partie de l'équation dans notre lutte contre les changements climatiques, mais il nous faut également établir un consensus international et des directives politiques convenues au sujet des moyens permettant de trouver un équilibre entre le développement des biocarburants et les priorités de la production alimentaire, en garantissant leur complémentarité.

Comme indiqué précédemment, les incidences financières de la crise appelleront des engagements politiques et financiers substantiels – de la part des donateurs et des gouvernements internationaux, au premier chef, mais aussi du secteur privé, de la société civile et du système international. Pour atteindre les objectifs du cadre général d'action, on estime qu'il faut

entre 25 et 40 milliards de dollars par an. Quelle que soit la somme exacte, les besoins sont de cet ordre.

Nous devons annuler les effets d'années de sous-investissement dans l'agriculture et changer les politiques qui ont fait grossir les difficultés. J'exhorte les membres de l'Assemblée à accroître immédiatement et sensiblement les dépenses publiques de manière à répondre efficacement aux besoins pressants des personnes qui ont faim dans le monde.

Les promesses sont là; le temps est venu de les tenir – conjointement. Le coût de l'inaction serait inacceptable. Plus de 100 millions de personnes pourraient sombrer dans la famine. L'insécurité et l'instabilité politique pourraient s'accroître dans les pays les plus touchés, augmentant non seulement les incommensurables coûts humains, mais aussi les dépenses inévitables pour réagir au conflit. Les migrations se multiplieraient. L'inflation globale s'aggraverait; la croissance économique pourrait stagner. Les possibilités commerciales entre les pays seraient perdues. Certains des gains importants obtenus dans la réalisation des OMD seraient battus en brèche. Pire, d'ici à 2030, la demande mondiale de nourriture aura crû de 50 % et, d'ici à 2050, la population mondiale aura augmenté d'un tiers. Si nous ne cherchons pas dès maintenant des solutions durables, les enfants seront plus nombreux à mourir chaque jour, et davantage de familles dormiront le ventre vide. Les menaces transmises à la génération suivante seront encore plus lourdes.

Remédier à la crise alimentaire et énergétique mondiale de façon rapide et responsable, avec le sentiment d'urgence et l'engagement durable nécessaires, sera l'un des défis générationnels qui caractériseront notre avenir collectif. À nous tous de nous montrer à la hauteur de cette responsabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à S. E. M. Angel Edmundo Orellana Mercado.

M. Orellana Mercado (Honduras) (*parle en espagnol*) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétaire général, pour votre excellent travail à vos postes respectifs. Je tiens aussi à vous remercier, Monsieur le Président, pour cette occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant l'Assemblée au nom des pays du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA).

Je suis ici pour en appeler à la conscience du monde au sujet des effets néfastes des prix élevés du carburant, qui empêchent plusieurs millions de personnes dans notre région d'avoir accès aux produits les plus essentiels de consommation humaine. Nous sommes actuellement victimes des inégalités qui ont cours sur les marchés internationaux, et cette crise mondiale contraint les couches les plus vulnérables de nos pays à lutter pour leur survie et à se battre chaque jour pour trouver de la nourriture.

Au cours de l'intervention que j'ai faite récemment lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social, en ma qualité Président en exercice du SICA, je me suis permis dans le cadre de l'exécution du mandat de ce Système et de concert avec la République fédérative du Brésil, de demander que l'on convoque d'urgence une session extraordinaire de l'Assemblée générale afin de trouver des solutions à ces problèmes.

Les prix exorbitants des denrées alimentaires en ont fait des produits de luxe inaccessibles, et en plus de cela, certains de ces produits sont utilisés pour produire des biocarburants, ce qui provoque une crise dont l'ampleur et les conséquences sont imprévisibles.

Cette crise exige des réponses immédiates. Nous ne pouvons plus oublier et négliger les membres les plus nécessiteux de nos sociétés. C'est pourquoi il importe que l'Assemblée générale assume un rôle plus actif et dynamique afin d'élaborer des stratégies à court terme qui offriront des solutions viables.

Nous apprécions au plus haut point l'initiative du Secrétaire général sur la création de l'Équipe spéciale de haut niveau qui fait des propositions pour lutter contre la crise alimentaire mondiale. De même, nous constatons avec satisfaction les progrès réalisés dans diverses instances qui traitent des questions relatives à la sécurité alimentaire, aux changements climatiques et à la bioénergie.

En outre, les pays du SICA, malgré leurs ressources limitées, continuent leur lutte contre la faim et la pauvreté, et nous échangeons des expériences qui nous permettront d'adopter et de mettre en œuvre une politique régionale dans les secteurs social, environnemental et énergétique qui sont gravement menacés par la crise mondiale actuelle.

Par ailleurs, c'est une excellente occasion de réaffirmer la teneur de la déclaration du Sommet de Managua (Nicaragua), tenu le 7 mai de cette année, qui

a examiné la question de la souveraineté et de la sécurité alimentaire et a adopté une approche globale qui permettra de protéger notre environnement tout en conservant les modes traditionnels de production et de conservation propres à nos populations.

Nous ne pouvons pas méconnaître que le comportement spéculatif des marchés boursiers entraîne le monde entier vers la débâcle et condamne à l'indignité des millions d'hommes et de femmes des quatre coins de notre planète. Il convient donc de rappeler ce qu'a déclaré récemment le Groupe des Huit, à savoir que les prix records du pétrole et des denrées alimentaires compromettant sérieusement la stabilité de la croissance mondiale, ils ont demandé aux pays qui ont des réserves alimentaires de les débloquer en faveur des pays qui en ont le plus besoin.

Nous, les pays d'Amérique centrale, de même que d'autres pays et d'autres régions, avons réussi à nous concerter et à convenir de politiques pour traiter des problèmes que sont les changements climatiques et la sécurité alimentaire, tout en étant bien conscients que nous avons besoin de l'appui d'autres pays ou groupes de pays qui disposent davantage de moyens. Lorsque nous disons que nous avons besoin de cet appui, nous faisons allusion à des situations concrètes qui, dans un monde idéal, juste et équitable, seraient des objectifs facilement réalisables.

Par exemple, je note que si les barrières commerciales n'existaient pas, nos exportations seraient plus compétitives sur les marchés et généreraient de plus gros revenus pour nos secteurs de production. Si les subventions à la production ne faussaient pas de plus en plus le commerce agricole, il est probable que nos économies qui dépendent du secteur des produits de base seraient plus vigoureuses et plus susceptibles de créer des emplois. Et si les migrations n'étaient pas considérées comme un délit et si les migrants n'étaient pas traités comme des délinquants internationaux mais comme des êtres humains, il est très probable que le développement, le progrès et l'harmonie entre les nations permettraient de combler le fossé entre les pays nantis et les pays pauvres.

Ces exemples reflètent peut-être des aspirations inaccessibles, mais notre région ne renoncera jamais à rêver d'un monde juste où des possibilités existeront pour tous les êtres humains et où la solidarité sera la norme par excellence régissant les relations entre tous les membres de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Carlos Morales Troncoso, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine.

M. Morales Troncoso (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, d'avoir dirigé les efforts déployés par l'Organisation pour évaluer la crise provoquée par l'augmentation irrépressible des cours du pétrole, et pour élaborer un plan d'action qui réponde à ses conséquences.

Toutes les crises mondiales arrivent ici, et la crise résultant de l'augmentation du prix du pétrole et des denrées alimentaires de première nécessité est une des pires crises auxquelles nos peuples ont été confrontés ces 80 dernières années. Ceci est donc l'instance appropriée pour examiner ce problème et lui trouver une solution.

Le développement de toutes les économies s'est fait sur la base des combustibles fossiles, et l'anormalité d'un marché où les prix changent tous les jours devient une menace généralisée pour le développement économique et la stabilité politique. Le fait qu'une des conséquences principales de la crise de l'énergie a été le renchérissement des denrées alimentaires de base rend ce problème deux fois plus perturbant.

Un grand nombre de personnes qui survivent grâce aux secours d'urgence fournis par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies se retrouvent soudain face à l'horrible perspective de mourir de faim, et dans nos pays, un plus grand nombre de personnes ont déjà du mal à se nourrir.

Les dimensions de la crise alimentaire mondiale que signale le rapport de l'Équipe spéciale de haut niveau présidée par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, révèlent la nature tragique du problème. Avec 854 millions de personnes sous-alimentées et 100 millions d'autres qui pourraient plonger dans la pauvreté et la faim, cette crise est déjà devenue une urgence mondiale.

Des économies paralysées, des milliards d'êtres humains sans accès à une alimentation suffisante, des tensions politiques et sociales, c'est là une combinaison explosive pour nos pays et pour le monde. C'est une situation qui touche collectivement la majorité des pays. Nous n'en contrôlons pas les causes, et certaines d'entre elles sont le résultat de processus

spéculatifs dont la réglementation ne dépend pas de nos gouvernements.

C'est donc une situation qui exige une solution collective et une mesure adéquate de coopération et de solidarité internationales, une coopération et une solidarité qui correspondent au moins à l'ampleur des problèmes. Si nous prenons en considération le fait que le phénomène croissant de la mondialisation nous rend chaque jour de plus en plus interdépendants, il ne se passera pas beaucoup de temps avant que nous ne constatons que, d'une manière ou d'une autre, nous allons tous en pâtir. Certains n'auront pas assez d'argent et d'autres manqueront de nourriture, tandis que pour d'autres encore, c'est de pétrole qu'ils n'auront pas en quantité suffisante. Les économies risqueront de s'effondrer. Les tensions politiques seront exacerbées; on ne pourra plus arrêter les migrations illégales massives. La gouvernance démocratique deviendra précaire et disparaîtra. Et le monde pourrait devenir invivable.

Nous ne sommes ici ni pour gagner du temps, ni pour essayer – exercice inutile – d'identifier des coupables, ni non plus pour faire la sourde oreille ou nous couvrir les yeux. Nous sommes véritablement dans une situation d'urgence. Notre pays, la République dominicaine, fait partie d'un groupe d'États Membres de cette Organisation importateurs de pétrole dont le revenu par habitant est de 6 000 dollars ou moins et auxquels l'augmentation du prix du brut impose déjà une pression financière insupportable.

Notre Président, M. Leonel Fernández Reyna, évaluant les répercussions économiques que les augmentations du prix du pétrole ont eues au cours de l'année écoulée sur ces économies, a déclaré que ces hausses ont représenté, au cours de cette seule année, 42 milliards de dollars. C'est pourquoi il a préconisé qu'une somme équivalente – qui représente un tout petit pourcentage des revenus additionnels reçus au cours de cette même période par les pays exportateurs de pétrole – serve à créer un fonds mondial de solidarité pétrolière, qui pourrait être administré par des organismes du système des Nations Unies.

La République bolivarienne du Venezuela a pris une mesure pionnière en signant, il y a trois ans, l'accord généreux de Petrocaribe, qui a permis la mise en place d'un mécanisme chargé d'assurer une protection financière à un groupe de pays d'Amérique centrale et des Caraïbes contre les effets négatifs de l'augmentation des cours du pétrole sur leurs

économies. C'est un excellent modèle digne d'être reproduit.

Nous tenons à réitérer ici la proposition du Président Fernández visant à ce que les pays dont le revenu par habitant est inférieur ou égal à 6 000 dollars par an constituent un bloc uni et soumettent une pétition de solidarité aux pays exportateurs de pétrole. Si les 42 milliards de dollars que nos économies ont dû utiliser au cours de l'année écoulée uniquement pour payer l'augmentation du prix du pétrole nous reviennent sous forme d'apports financiers concessionnels, de prêts à des conditions avantageuses remboursables à long terme et d'investissements directs, nous connaissons à nouveau la croissance et la stabilité. La plus grande partie de ces ressources pourrait être investie en faveur de la production alimentaire, de la mise au point de graines améliorées plus productives et plus résistantes aux parasites, et de la diversification de l'ensemble des sources d'énergie, en particulier du développement des énergies renouvelables.

La lutte à laquelle nous appelons aujourd'hui n'est pas une lutte pour le pouvoir ou la domination. C'est une lutte pour la justice et pour le droit de nos peuples à une vie de dignité, la paix et la liberté.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Marisol Argueta de Barillas, Ministre des relations extérieures d'El Salvador.

M^{me} Argueta de Barillas (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Je tiens, Monsieur le Président, à vous féliciter d'avoir pris l'initiative de convoquer la présente séance de l'Assemblée générale afin d'examiner une question qui présente un très grand intérêt pour nos pays. Ma délégation souscrit aux idées et aux opinions exprimées par mon collègue de la République du Honduras au nom des pays du Système d'intégration de l'Amérique centrale, ainsi qu'à la déclaration qui sera faite tout à l'heure au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Il y a quelques jours au Japon, dans le cadre de la réunion du G-8, le Secrétaire général a déclaré qu'aujourd'hui, le monde est confronté à trois crises simultanées : une crise alimentaire, une crise climatique et une crise du développement. Ces crises, a-t-il ajouté, sont étroitement liées entre elles et il faut adopter une approche intégrée pour y remédier.

El Salvador estime que les prix exorbitants et en augmentation constante du pétrole sont en grande

partie responsables de la crise alimentaire et de la crise du développement. Dans ses déclarations précédentes à l'Assemblée générale, le Président de la République d'El Salvador a lancé un appel prémonitoire : il faut tenir compte des répercussions économiques et sociales négatives que risquent de provoquer les augmentations constantes des prix des hydrocarbures, situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement et qui pourrait aller jusqu'à compromettre la gouvernance même de nos pays.

L'augmentation du prix du pétrole entraîne des déséquilibres macro et micro-économiques et des conséquences profondes sur la productivité et les échanges commerciaux dans tous les domaines, en particulier dans le secteur agricole et surtout pour les pays en développement les plus vulnérables. À ces facteurs de crise s'ajoutent les effets négatifs des changements climatiques et la nécessité urgente d'examiner la question de la biodiversité, notamment la recherche d'autres sources d'énergie qui ne nuisent pas à l'environnement.

À cet égard, nous avons bon espoir que le processus de négociation qui s'est ouvert à Bali connaîtra une issue heureuse à Copenhague en 2009. Notre principal effort devrait tendre vers un accord mondial cherchant une nouvelle réduction des gaz à effet de serre, ainsi que vers des accords de fond sur l'atténuation, l'adaptation, les transferts de technologie et le financement à l'intention des pays en développement.

Cette situation nous oblige à chercher une riposte mondiale coordonnée au sein des instances internationales. C'est pourquoi nous nous félicitons du cadre général d'action présenté par le Secrétaire général dans sa déclaration ce matin, et qui permettra de trouver une réponse intégrée et cohérente du système des Nations Unies. Nous sommes convaincus que cette feuille de route viendra renforcer les efforts nationaux visant à résoudre ces problèmes qui, en raison de leur effet de ricochet, compromettent sérieusement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment l'élimination de l'extrême pauvreté, de la faim, de la malnutrition infantile, et le renforcement de la gouvernance.

Dans ce contexte, nous lançons un appel urgent et respectueux aux pays producteurs de pétrole pour qu'ils adoptent des politiques énergétiques prévisibles et adaptées aux réalités du moment, afin d'éviter une aggravation des crises. Nous leur demandons

également d'envisager de prévoir, dans les instruments de coopération en vigueur, non seulement des mécanismes de financement souples, mais aussi des prix préférentiels pour les pays en voie de développement. Nous lançons un appel aux marchés liés au pétrole et aux denrées alimentaires pour qu'ils agissent également de façon responsable, dans le but d'éliminer les pratiques spéculatives sur les investissements d'achat futur tant de carburant que de céréales de base.

Par ailleurs, il est nécessaire de prendre des mesures énergiques en matière de subventions agricoles dans les pays développés, étant donné que ces mesures permettraient d'encourager et de redynamiser la production agricole dans les pays en développement, ce qui aurait une répercussion positive sur les importations de ces produits par les pays développés. Cela contribuerait simultanément à débloquer les négociations commerciales actuelles dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, en renforçant les possibilités de succès du Cycle de développement de Doha.

Il convient de signaler qu'El Salvador a fait d'énormes efforts pour protéger les groupes vulnérables, en particulier les enfants et les familles plus pauvres des zones rurales, grâce aux programmes sociaux destinés à réduire la pauvreté extrême, la faim, la malnutrition infantile et d'autres cibles définies dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Dans cette perspective, le Gouvernement coopère également avec le secteur privé et les organisations de la société civile pour relever les différents défis engendrés par la crise alimentaire et énergétique mondiale. A cet effet, la commission multidisciplinaire, créée par le Président de la République, présentera son rapport au pays le 29 de ce mois.

Cependant, nous sommes conscients que les efforts nationaux sont insuffisants, parce qu'au niveau régional, nous sommes en train d'élaborer et de promouvoir des initiatives conjointes, comme le plan d'action du Conseil d'Amérique centrale pour l'agriculture, qui a pour but d'augmenter la production de céréales de base et d'assurer l'approvisionnement en céréales dans notre région.

Au niveau multilatéral, la coopération internationale joue un rôle déterminant pour compléter les efforts nationaux contribuant à un développement durable et viable. Nous pensons que cette coopération doit aller de pair avec d'autres modalités d'appui au

développement, notamment l'annulation de la dette pour favoriser l'investissement social, et en faveur de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

La coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire doivent se renforcer et se spécialiser pour offrir d'autres solutions, en combinant les efforts et les volontés politiques, qui permettent de satisfaire les nécessités plus urgentes de nos peuples. Dans ce contexte, nous remercions les pays membres du Groupe des Huit pour les engagements qu'ils ont pris lors de leur récente réunion au Japon et appuyons l'initiative de créer une association mondiale pour l'agriculture et l'alimentation.

Enfin, El Salvador considère que nous sommes en mesure d'apporter une réponse globale, étant donné que la tâche difficile de garantir la sécurité alimentaire, énergétique et environnementale constitue une occasion d'unir volontés, efforts, ressources et initiatives pour assumer la responsabilité internationale historique de relever ce défi pour le bien-être de tous nos peuples.

M. Blake (Antigua-et-Barbuda) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire une déclaration au nom du Groupe des 77 et de la Chine à la présente séance plénière de l'Assemblée générale sur la crise alimentaire énergétique mondiale.

Le Groupe tient à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'initiative d'organiser la présente séance. Nous vous remercions d'avoir invité le Secrétaire général à faire un exposé devant l'Assemblée générale sur la version révisée du cadre général d'action élaborée par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Le Groupe des 77 et la Chine demandent que, alors que nous devons prendre des mesures adaptées à la crise, des solutions soient trouvées pour tenir les États Membres de l'ONU informés en permanence des dernières évolutions et les faire participer au processus. En dernière analyse, toute recommandation visant à remédier utilement à la crise alimentaire mondiale doit être acceptée et mise en œuvre par les gouvernements nationaux, à titre individuel ou collectif, et par les populations locales.

Le Groupe tient à remercier le Secrétaire général pour son exposé complet, le document et les exposés précédents sur la crise alimentaire mondiale et les initiatives prises par les Nations Unies pour y répondre.

Compte tenu du peu de temps réservé à cette déclaration et du fait que le cadre général d'action a pour but de prendre des mesures rapides compte tenu de la hausse des prix des denrées alimentaires et, dans certains cas, de la disponibilité limitée au cours de l'année dernière, outre la profonde crise structurelle de longue durée dans les secteurs agricole et alimentaire qu'ont connue les pays en développement au cours des 20 à 25 dernières années, le Groupe des 77 et la Chine ont décidé de se concentrer, dans la présente déclaration, sur le cadre.

Le Groupe des 77 et la Chine sont tout à fait conscients du peu de temps dont nous avons disposé pour étudier un document complexe traitant un ensemble très complexe de questions et destiné à orienter les mesures à prendre dans un grand nombre d'États dont les niveaux de développement sont différents et dont les secteurs agricole et alimentaire présentent des spécificités différentes. En outre, les délégations n'ont pas eu l'occasion de consulter leur capitale à propos du cadre proposé. Dès lors, le Groupe se réserve le droit de formuler par la suite des remarques plus détaillées concernant ce cadre, soit par écrit soit oralement, si une occasion de le faire se présente rapidement.

Le Groupe des 77 et la Chine sont heureux de noter qu'il y a entente notamment sur les points suivants.

Premièrement, avant que ne survienne la phase récente de l'escalade des prix alimentaires mondiaux, quelque 854 millions de personnes, principalement dans les pays en développement, étaient sous-alimentées, et 4,8 milliards d'êtres humains souffrent de la faim aujourd'hui. Ils subissent une crise alimentaire dans un monde d'abondance.

Deuxièmement, de nombreux petits agriculteurs pauvres n'ont pas été en mesure, par manque d'intrants, d'investissements et de moyens de commercialisation, de tirer avantage de la hausse des prix ni même de résister à la concurrence mondiale sur leurs marchés locaux.

Troisièmement, l'accroissement de la productivité doit s'accompagner d'investissements en vue de développer et d'adapter le marché local et régional et, j'ajouterais, d'éliminer les pratiques mondiales qui aboutissent à la distorsion des échanges.

Enfin, il est urgent de satisfaire, en parallèle, les besoins alimentaires immédiats des populations

vulnérables, de renforcer leurs capacités de récupération, et de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

Le Groupe des 77 et la Chine sont frappés par le fait que, si le document cadre reconnaît à juste titre que les conséquences financières de la crise seront considérables, l'Équipe spéciale de haut niveau, au paragraphe 13 du résumé du cadre général d'action, se contente de faire état de l'intention des pays développés d'augmenter leur aide publique au développement (APD) de manière à y consacrer 0,7 % du produit national brut, et invite les pays donateurs à doubler l'APD destinée à l'aide alimentaire. Il s'agit d'une invitation à redistribuer l'APD actuelle. Dans le même temps, l'Équipe spéciale de haut niveau, au même paragraphe, « prie les pays en développement d'allouer des ressources budgétaires supplémentaires aux systèmes de protection sociale et d'augmenter la part de l'agriculture dans leurs dépenses publiques », au moment même où les budgets nationaux, notamment ceux des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et d'énergie, sont dans une situation particulièrement difficile.

L'Équipe spéciale de haut niveau a également évité de procéder à une évaluation détaillée des incidences financières, arguant que le Cadre général d'action « n'est pas un document de financement ou un plan d'investissement » (résumé, par. 11). Le Groupe des 77 et la Chine considèrent que le Cadre général d'action devrait être un document évolutif qui pourrait et devrait être élargi au fil du temps afin d'inclure les mesures susceptibles de le rendre plus pertinent et plus à même de répondre aux besoins réels des pays en développement, ce qui devrait être tout à fait possible étant donné que l'Équipe spéciale demeurera opérationnelle pendant un certain temps. Le cadre général d'action doit en outre être particulièrement sensible aux intérêts des groupes les plus pauvres et des plus défavorisés. Il devrait donc être plus orienté vers l'échelon local et être plus solide du point de vue social, environnemental et économique.

Le Groupe des 77 et la Chine sont également surpris que, vu l'importance de la technologie, et de la recherche-développement pour l'augmentation de la production et de la productivité agroalimentaires dans une situation où les prix de l'énergie sont élevés, où les changements climatiques sont une réalité et où il est indispensable de réduire au minimum les conséquences néfastes de ces phénomènes sur l'environnement, le Cadre général d'action ne mentionne pas la question de

l'accès à la technologie et du transfert. Par ailleurs, il n'est pas indiqué clairement si les politiques commerciales et fiscales qui doivent être ajustées pour améliorer l'accès à la nourriture et à l'appui nutritionnel et accroître l'offre des produits alimentaires, concernent aussi les politiques commerciales internationales tels que les subventions qui faussent les échanges. Il aurait été souhaitable de mentionner clairement les subventions et les pratiques qui faussent le commerce dans le monde développé, car elles constituent un obstacle important au développement agricole des pays en développement et, en conséquence, une cause de la crise alimentaire actuelle.

Le Groupe des 77 et la Chine considèrent que le Cadre général d'action doit, à ce stade, demeurer un cadre et un processus susceptible d'évoluer pour lui permettre de prendre en considération, d'accepter et d'approuver les contributions des Gouvernements et de l'ensemble de la société. Dans ce contexte, et sachant qu'il faut passer à l'action, le Groupe des 77 et la Chine estiment qu'il faudrait fixer, simultanément, un troisième objectif urgent. Cet objectif consisterait à veiller à l'adhésion et à l'appropriation au niveau de la communauté ainsi qu'à l'échelon national et régional. Les activités à entreprendre pour appuyer cet objectif, telles que des consultations avec la communauté internationale ici à l'ONU, ou avec les régions, les sous-régions et les Gouvernements nationaux ainsi qu'avec les parties prenantes concernées, devraient l'être promptement et en parallèle avec les actions menées en vue de réaliser les deux autres objectifs. Cela permettra une action dynamique, la participation de toutes les parties prenantes, et un travail transparent.

M. Ripert : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. La Turquie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats; l'Albanie, le Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; la République de Moldova et l'Arménie, se rallient à la présente déclaration.

La communauté internationale s'est réunie il y a un peu plus d'un mois à Rome, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour chercher des moyens de faire face à la crise alimentaire et progresser vers la sécurité alimentaire mondiale. La volonté de promouvoir une meilleure gouvernance mondiale en matière agricole afin de mieux répondre à la crise a été à l'origine de l'organisation de la conférence et de l'adoption de la

Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale. Cette volonté fonde enfin la proposition de partenariat mondial, reprise par le Groupe des Huit (G-8) et qui comporterait un volet politique : le renforcement de la coordination internationale entre tous les acteurs concernés; un volet scientifique : la création d'un groupe international et indépendant de scientifiques; et, enfin, un volet financier, avec un changement d'échelle en matière financière dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Dans cette dynamique, nous saluons l'initiative prise par le Secrétaire général de créer une Équipe spéciale de haut niveau, présidée par M. John Holmes, chargée de définir un cadre d'action global. Ce cadre d'action, qui repose sur une analyse des avantages comparatifs de chacune des institutions parties prenantes, fournit un programme d'action particulièrement utile. Il offre une analyse pertinente du contexte de la crise alimentaire actuelle, et présente un ensemble d'objectifs et d'actions ambitieux et constructifs. Il nous faut maintenant définir ensemble le rôle et le fonctionnement futurs de l'Équipe spéciale et apporter des précisions sur les modalités de mise en place du partenariat mondial.

L'Union européenne reconnaît la nécessité, évoquée dans le cadre d'action global, d'une approche coordonnée au niveau national et régional entre tous les partenaires, qui doit impérativement se faire en fonction des besoins et priorités des pays en développement. Comme le souligne avec justesse le cadre d'action global, cette coopération devra être conforme aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, principes qui seront réactualisés en septembre à Accra.

L'Union européenne considère que la réponse d'urgence qui est apportée aux situations humanitaires les plus préoccupantes doit aussi s'inscrire dans une logique de développement à plus long terme. L'aide alimentaire ne doit en effet pas se faire au détriment des tissus économiques locaux. Il est nécessaire de recourir lorsque cela est possible aux achats locaux ou régionaux, qui peuvent de surcroît limiter l'impact de la volatilité des prix alimentaires mondiaux. L'Union européenne entend ainsi promouvoir une aide alimentaire déliée, fournie sous forme financière. À ce titre, elle est favorable à la poursuite d'une réflexion sur la rénovation de la Convention de Londres sur l'aide alimentaire. L'Union européenne rappelle de plus la responsabilité première des États, auxquels il

appartient en particulier de garantir l'accès humanitaire aux populations les plus affectées.

Concrètement, l'Union européenne apporte une aide alimentaire et humanitaire importante à un grand nombre des régions les plus touchées. Elle a la ferme intention de se mobiliser pour apporter des solutions durables à cette crise, par de l'aide d'urgence et la mise en œuvre d'une protection sociale, par la création d'un fonds de soutien à l'agriculture dans les pays en développement, et par l'accroissement de l'aide à la production agricole afin d'atténuer les effets des hausses des prix.

L'affectation de 1 milliard d'euros – 1,5 milliard de dollars – supplémentaire est en cours. Comme l'a indiqué le Secrétaire général, ces fonds seront utilisés en prenant en compte le cadre de coordination mis en place par les Nations Unies. Ils visent à aider en particulier les fermiers africains.

S'agissant de sa politique agricole commune, la réforme mise en œuvre par l'Union européenne l'a rendue davantage axée sur le marché, et de nombreuses mesures de régulation de l'offre ont été supprimées. L'Union européenne est récemment intervenue pour faire baisser les prix sur les marchés mondiaux, en vendant ses stocks d'intervention et en supprimant la mise en jachère des terres. Ces mesures commencent à produire leur effet.

En parallèle, l'Union européenne s'efforce de créer un environnement international commercial favorable pour soutenir les petits producteurs des pays en développement. Elle s'est fixé pour objectif de parvenir à un résultat ambitieux, équilibré et global du Cycle de Doha, qui pourra contribuer à l'élimination des distorsions sur les marchés agricoles mondiaux. Elle souhaite de même favoriser une réforme efficace de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, considérant que les synergies attendues entre les trois agences romaines doivent leur permettre de jouer un rôle essentiel dans l'aide apportée aux pays dans leur lutte contre la crise alimentaire.

L'Union européenne rappelle enfin qu'elle est également en première ligne dans la lutte contre le changement climatique, dont les effets risquent d'aggraver la crise alimentaire dans un nombre important de pays de plus en plus affectés par la sécheresse et la rareté de leurs ressources en eau, ainsi que ceux touchés par des inondations récurrentes.

L'Union européenne est très consciente que la hausse des prix énergétiques affecte directement les prix agricoles, en augmentant le prix des intrants et le prix des transports, ce qui, par conséquent, a un impact considérable sur le coût de l'aide alimentaire. Les politiques relatives aux biocarburants sont également susceptibles d'affecter la production et les prix des produits agricoles destinés à l'alimentation. Il conviendra de faire en sorte que ces politiques s'inscrivent dans la durée, en fixant des critères de durabilité pour la production des biocarburants de première génération et en encourageant le développement de biocarburants de deuxième génération fabriqués à partir de sous-produits.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer ici l'engagement de l'Union européenne à travailler avec tous ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, de manière ambitieuse et constructive, afin de réduire les impacts négatifs de la crise alimentaire et de tirer profit des opportunités identifiées par l'Équipe spéciale de haut niveau.

M. Batora (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, au nom du Groupe africain, d'avoir convoqué cette importante séance, ainsi que le Secrétaire général pour sa déclaration, qui nous a informés des faits récents concernant la crise alimentaire et énergétique mondiale et des activités entreprises par l'ONU pour remédier efficacement au problème depuis son dernier exposé à l'Assemblée, le 18 juin 2008. Nous apprécions le rôle moteur joué par le Secrétaire général, en particulier l'attention qu'il n'a cessé d'accorder à la crise en mobilisant les ressources et l'action politique nécessaires pour une réaction effective de la communauté internationale.

Le Groupe africain voudrait s'associer à la déclaration faite par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

La version révisée du cadre général d'action élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire témoigne concrètement des efforts constants et inlassables du système des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods et les autres organisations internationales compétentes, pour répondre d'urgence à la crise alimentaire mondiale de façon cohérente et coordonnée. Le Groupe africain n'a toutefois pas encore examiné totalement et de manière approfondie le document, et les délégations n'ont pas non plus eu le

temps de consulter leurs capitales respectives sur le cadre proposé. Le Groupe partage donc les vues générales du Groupe des 77 et de la Chine et attend avec intérêt d'exprimer son opinion et de faire ses commentaires propres lors de séances futures de l'Assemblée.

Chaque jour qui passe, nous constatons que la crise alimentaire et énergétique continue d'empirer, mettant en particulier la vie des pauvres et des personnes vulnérables en plus grand danger. Cette crise aggrave la situation de millions de petits exploitants agricoles, déjà précaire en raison des récoltes médiocres voire inexistantes dues à des conditions climatiques erratiques, et empêche des millions de personnes de nourrir leur famille. En outre, le fait que le secteur agricole ne se voie pas donner la priorité abandonne ces modestes fermiers à leur sort, sans appui technique moderne ni infrastructures adaptées, telles que des routes et des entrepôts, et sans accès aux marchés.

L'Afrique, dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, a reconnu ce problème il y a cinq ans et mis sur pied une stratégie réaliste du nom de Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique pour relever les défis agricoles de manière efficace et coordonnée. Il est évident que ces désavantages dans le secteur agricole, en plus des effets néfastes des changements climatiques et de la hausse des prix de l'énergie, accentuent les difficultés rencontrées par les pays en développement, notamment d'Afrique, pour surmonter leurs problèmes croissants en matière de développement.

L'Afrique, malgré sa croissance économique positive au cours des dernières années, reste le continent le plus pauvre de la planète. Ses difficultés toujours plus importantes continuent de faire obstacle aux efforts déployés pour atteindre une croissance économique rapide et un développement durable. Le chaos économique où se trouve actuellement le monde exacerbe encore une situation déjà difficile et complexe. Les prix mondiaux de l'alimentation contribuent sensiblement à une hausse marquée des prix de la nourriture au niveau local, ce qui entraîne une grave volatilité macroéconomique. La région importe pratiquement tous les fertilisants et pesticides qu'elle utilise et, du fait que leurs prix ont doublé l'an passé, il y a de plus en plus matière à s'inquiéter de l'impact négatif de ces prix sur la configuration et la

viabilité de la production alimentaire requise durant la saison de plantation à venir.

Sur notre continent, où la majorité de la population gagne toujours sa vie en pratiquant une agriculture de subsistance, la racine du problème est dans des décennies de négligence de l'agriculture. Bien que la crise alimentaire ait de nombreuses causes, nous estimons que le manque d'investissement adéquat à long terme dans le secteur agricole est le facteur principal du dénuement économique sévère qui frappe de nombreux pays africains. À cet égard, nous nous réjouissons de l'accent mis par l'Équipe spéciale de haut niveau sur l'investissement à long terme dans l'agriculture et de l'appui systématisé qui doit être apporté aux petits exploitants.

Cette question est cruciale pour l'Afrique. C'est précisément pour cette raison sous-jacente que les dirigeants africains ont adopté, lors du sommet de l'Union africaine qui vient de s'achever à Charm el-Cheikh, en République arabe d'Égypte, une déclaration intitulée « Réponse aux problèmes des prix alimentaires élevés et du développement agricole ». La déclaration illustre les préoccupations africaines quant aux effets néfastes de la crise actuelle, due à la hausse des prix de l'alimentation, sur les pays africains, en particulier sur les segments pauvres et vulnérables de la population, et reconnaît que la crise détournera les maigres ressources nationales allouées aux activités de développement au profit d'importations urgentes de nourriture. La déclaration indique clairement la marche à suivre à court, moyen et long terme ainsi que les parties prenantes à solliciter sur le continent et à l'étranger pour trouver une parade rapide et efficace à la crise.

La déclaration appelle aussi, entre autres choses, à un partenariat mondial qui traite des causes et des répercussions de la crise alimentaire actuelle et au lancement immédiat d'un dialogue international de haut niveau entre les exportateurs et importateurs de nourriture des pays développés et en développement. À cet égard, le Groupe africain souhaite réitérer l'appel lancé par le sommet à la communauté internationale pour qu'elle continue d'appuyer l'objectif de la déclaration et qu'elle la mette intégralement en œuvre pour répondre efficacement à la crise.

Nous tenons à ce propos à dire notre satisfaction de constater que le G-8 continue de mettre l'accent sur l'Afrique et d'appuyer ses efforts de développement. Nous nous félicitons également que le Groupe des Huit

se soit engagé à consacrer 10 milliards de dollars à l'aide alimentaire et à des mesures visant à accroître les intrants agricoles. L'intention du Groupe des Huit d'instaurer un nouveau partenariat mondial pour l'agriculture d'ici les prochaines séances de l'Assemblée générale des Nations Unies est aussi extrêmement louable.

En dépit de tous les efforts réalisés jusqu'ici, nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire. La crise alimentaire et énergétique mondiale requiert l'attention et l'action unanimes des Nations Unies et de la communauté internationale. Le succès de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont étroitement liés aux efforts faits pour remédier à la crise. Il ressort clairement de tout cela qu'un effort concerté de la communauté internationale pour traduire les engagements et les promesses en actes afin de réaliser tous les objectifs de développement, y compris œuvrer ensemble pour favoriser la réalisation des objectifs de développement et l'aboutissement des négociations sur les changements climatiques, constitue un élément essentiel et critique de notre stratégie de réponse.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Dominique au nom de la Communauté des Caraïbes.

M. Gregoire (Dominique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole à l'ONU au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Nous nous associons à la déclaration faite par Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

La Communauté des Caraïbes vous félicite, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance pour examiner la crise alimentaire et énergétique mondiale. Nous remercions le Secrétaire général de son exposé sur le cadre général d'action révisé, qui suit de près la récente conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui a eu lieu à Rome le mois dernier et lors de laquelle les dirigeants du monde ont déclaré que la communauté internationale tout entière devait unir ses forces pour remédier à l'un des problèmes les plus pressants de notre temps.

La crise alimentaire mondiale risque d'avoir un effet extrêmement préjudiciable sur le développement des pays en développement, en particulier des pays les

moins avancés et des pays à revenu intermédiaire. L'incidence de la crise est multipliée, car elle se produit à un moment où la communauté internationale se heurte aux effets négatifs des changements climatiques, augmentant la turbulence des marchés commerciaux et financiers mondiaux et annonçant une récession économique mondiale.

La hausse des coûts de l'énergie et des prix des denrées alimentaires mine non seulement la stabilité du système économique mondial, mais menace également la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'OMD 1 : l'élimination de la faim et de la pauvreté. Étant donné que les OMD sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, les effets néfastes sur la réalisation des autres OMD sont indiscutables. La crise, qui est multidimensionnelle par nature, peut donc avoir une incidence négative sur la croissance économique, le progrès social et même la sécurité politique.

La hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires est devenue une grande préoccupation pour les pays de la Communauté des Caraïbes, importateurs nets de denrées alimentaires et largement endettés, ce qui a suscité des réactions aux niveaux national et régional. La région a connu une forte augmentation de l'inflation des prix des denrées alimentaires avec des hausses de prix particulièrement remarquables pour les produits de base, habituellement achetés par les groupes les plus vulnérables de la société. Cela a provoqué, dans notre région, des manifestations dans l'un de nos pays frères.

Au niveau régional, les gouvernements ont accepté de supprimer le tarif extérieur commun sur plusieurs produits pour réduire l'impact de la hausse du coût des denrées alimentaires sur la population de la région. En outre, les chefs de gouvernement envisagent une initiative destinée à créer un environnement économique et commercial favorable au niveau régional pour l'agroindustrie, la compétitivité, l'agriculture durable et le développement rural.

Face à la hausse du coût de l'énergie, la Communauté des Caraïbes est résolue à prendre des mesures décisives pour promouvoir l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et encourager l'utilisation d'énergies renouvelables comme autres sources d'énergie. Il nous faut louer la contribution généreuse de la République bolivarienne du Venezuela

à la Communauté des Caraïbes et à l'Amérique centrale, à l'initiative visionnaire du Président Hugo Chávez, appelée PetroCaribe. Cela doit servir de modèle pour les autres pays producteurs de pétrole.

Ces menaces complexes ont toutes une portée mondiale et sont indépendantes de la volonté des petites économies vulnérables des Caraïbes. Les difficultés auxquelles nous nous heurtons dans nos efforts pour répondre efficacement à ces crises montrent combien il est difficile de promouvoir le développement durable dans les petits États insulaires en développement et combien il importe que les stratégies adoptées au niveau international, en plus de favoriser la résilience dans ces pays, tiennent compte des circonstances particulières exceptionnelles des membres les plus petits et les plus vulnérables de la communauté internationale.

C'est pourquoi nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures collectives d'urgence pour remédier à la crise alimentaire, y compris à ses causes structurelles et systémiques. Ces actions doivent avoir pour but d'accroître la production alimentaire mondiale et les investissements dans l'agriculture, de se pencher sur les subventions agricoles, de réduire les incidences négatives des activités spéculatives, de transformer le régime mondial du commerce, d'assurer une plus grande viabilité dans la production de biocarburants et de faire en sorte que toutes les promesses et engagements financiers faits aux pays en développement soient respectés dans les délais prévus.

Nous notons les conclusions et recommandations du cadre général d'action de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Compte tenu du volume et de la complexité du document, la Communauté des Caraïbes l'étudie toujours et espère avoir d'autres occasions très prochainement de présenter son point de vue, tout en maintenant sa détermination à traiter efficacement la crise.

Compte tenu de l'ampleur de cette situation d'urgence, la Communauté des Caraïbes appuie l'appel lancé par certains États membres tendant à faire de la crise alimentaire une question prioritaire de la soixante-troisième session.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Tonga au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique.

M. Tupouniua (Tonga) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique, en particulier les Fidji, les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, Nauru, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Îles Salomon, les Tuvalu, le Vanuatu et mon propre pays, le Royaume des Tonga.

Nous voudrions saisir cette occasion pour vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance afin d'examiner la crise alimentaire et énergétique mondiale. Nous vous remercions également, Monsieur, d'avoir invité le Secrétaire général à faire un exposé devant l'Assemblée générale sur la version révisée du cadre d'action élaborée par l'équipe de haut niveau. Il est important que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies participent activement à l'analyse finale et fassent des recommandations pour remédier à la crise alimentaire et énergétique mondiale actuelle. Nous sommes reconnaissants au Secrétaire général d'avoir fait clairement le point sur les possibilités de règlement de la crise alimentaire à laquelle nous nous heurtons actuellement.

Nous voudrions préciser plus avant quelques questions spécifiques qu'il a mises particulièrement en avant et qui sont pertinentes pour les petits États insulaires en développement : remédier aux changements structurels qui empêchent le développement agricole, garantir des investissements à long terme dans les petites exploitations agricoles, renforcer les filets de sécurité sociale dans les pays les plus vulnérables, mettre au point de nouveaux mécanismes financiers pour répondre aux besoins en infrastructures rurales, éliminer les politiques commerciales et fiscales qui faussent le marché, promouvoir la recherche et les technologies en matière de production alimentaire et encourager les mesures d'adaptation.

Il est essentiel pour notre région de tenir compte des changements structurels de notre développement agricole et des investissements à long terme dans les petites exploitations agricoles. Plus de 90 % de la population de notre région tire principalement ses moyens de subsistance de l'agriculture et de la pêche.

La production alimentaire est donc une préoccupation majeure pour notre région. En raison de la montée en flèche du prix des produits alimentaires de base, nous ne pouvons plus dépendre des méthodes

traditionnelles de conservation ni des moyens habituels de garantir nos ressources alimentaires. Il est donc très important que notre région coopère avec les pays donateurs et les partenaires du développement afin de renforcer le régime de protection sociale qui garantira à nos populations l'accès à des produits alimentaires de base.

Le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a indiqué qu'aux basses latitudes, notamment dans les régions tropicales et les régions qui ont une saison sèche, la productivité agricole est appelée à diminuer si la température augmente localement d'un ou deux degrés. Les petits États insulaires en développement du Pacifique sont donc particulièrement vulnérables car les inondations vont sans doute devenir plus fréquentes, ce qui impose d'énormes pressions à nos agglomérations côtières et nos infrastructures rurales.

Il est donc très important pour notre région que les mécanismes financiers évoluent afin de répondre aux besoins de l'infrastructure rurale. Les conséquences des changements climatiques sur notre infrastructure rurale accroîtraient également les besoins de financement aux fins d'adaptation.

Les catastrophes naturelles perturbent la production alimentaire, réduisant la quantité de produits disponibles localement et endommageant les infrastructures telles que les routes et les installations d'entreposage, ce qui pose des problèmes d'accès à des ressources alimentaires suffisantes tant locales qu'en provenance de l'extérieur. Dans la plupart des petits États insulaires en développement du Pacifique, les taux de dépendance vis-à-vis des importations alimentaires sont inquiétants. Les produits de base, tels que le riz et le blé pour la farine, occupent une place centrale dans l'alimentation traditionnelle. Compte tenu de l'instabilité des cours internationaux des produits de base, la situation est critique en matière de sécurité alimentaire. La priorité pour notre région est donc de mieux appuyer la recherche technologique en matière de production alimentaire et d'encourager les mesures d'adaptation.

Nous formons également l'espoir que le monde pourra coopérer en vue d'éliminer les politiques commerciales et fiscales qui faussent le marché. En l'absence d'un système commercial et fiscal équitable, les petits agriculteurs de notre région ne pourront pas être compétitifs sur le marché mondial.

Les petits États insulaires en développement du Pacifique sont extrêmement vulnérables à une crise alimentaire et à une crise dans le domaine de la sécurité énergétique. En fait, la République des Îles Marshall a récemment déclaré un état d'urgence nationale à la suite d'une menace imminente posée à sa sécurité énergétique. Si la communauté internationale n'agit pas immédiatement, les Îles Marshall se retrouveront sans source d'énergie une fois leurs réserves actuelles épuisées d'ici le début du mois de septembre. En dépit de l'augmentation rapide des charges payées par les consommateurs, les Îles Marshall ont un manque à gagner entre les recettes et les coûts énergétiques qui équivaut à 20 % de leur budget national. En outre, les cours des produits énergétiques ont mis les produits alimentaires de base hors de portée d'une grande partie de la population des Îles Marshall et ont entravé la fourniture de services essentiels de base aux îles périphériques éloignées. Cette crise nationale illustre avec force la très grande vulnérabilité économique de notre région du Pacifique aux chocs provoqués par les cours mondiaux de l'énergie.

La crise énergétique est aussi un grave sujet de préoccupation pour notre région. Les crises énergétiques et alimentaires sont le résultat direct de pratiques économiques et agricoles non durables. Nos dirigeants estiment qu'il faut continuer à accorder une aide importante pour répondre aux besoins énergétiques et à déployer des efforts pour assurer une énergie équitable et abordable. Dans le communiqué du Forum des îles du Pacifique, nos dirigeants ont énoncé les principales stratégies en vue du maintien de la sécurité énergétique, en insistant particulièrement sur les transferts de technologie et la mise en place de partenariats avec nos partenaires du développement afin de garantir un accès à des sources d'énergie bon marché et de mettre au point des mécanismes permettant de remédier aux pénuries énergétiques.

La réunion des ministres de l'énergie du Pacifique a grandement incité la région à rechercher des solutions à la crise énergétique. Les dirigeants ont commandité des travaux portant sur l'achat de carburant en vrac et ont soumis cette idée au Forum pour examen. Cette proposition énonce également des stratégies concrètes d'atténuation et d'adaptation en cas de crise énergétique, comme par exemple un rationnement efficace de l'énergie et la sensibilisation du public à l'efficacité énergétique.

Toutefois, comme c'est le cas pour la crise de la sécurité alimentaire, notre région a du mal à s'assurer une énergie d'un coût abordable et à trouver d'autres sources d'énergie. Nous devons appuyer les organismes des Nations Unies, les pays donateurs et les partenaires du développement, le secteur privé, la société civile et les collectivités. Nous avons reçu une aide efficace et opportune des organisations régionales, des donateurs et des organismes internationaux qui ont aidé notre région à accroître sa capacité de production alimentaire. Je saisis cette occasion pour remercier les pays donateurs et leur dire que nous souhaitons continuer à travailler avec eux.

L'un des projets de développement que nous espérons reproduire est l'initiative lancée en 2002 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le Plan d'action de la FAO sur l'agriculture durable dans les petits États insulaires en développement encourage notre région à mettre en place des pratiques agricoles durables en vue de créer un environnement propice à l'intensification et à la diversification de l'agriculture.

Nous croyons comprendre que la clef du succès de l'Équipe spéciale de haut niveau dépendra pour beaucoup d'un partenariat étroit avec les États Membres au niveau national, la société civile et le secteur privé. Nos dirigeants souhaitent vivement travailler en coopération étroite avec l'Équipe spéciale, et nous avons examiné les éléments nécessaires à un cadre d'action global.

Nous félicitons l'Équipe spéciale d'avoir clairement axé le cadre d'action sur les secours d'urgence et l'aide alimentaire, les interventions dans le domaine de la nutrition et la mise en place de régimes de protection, tout cela étant particulièrement pertinent pour notre région. L'expansion de l'assistance alimentaire sous forme d'aliments et de transferts d'argent liquide est également importante pour nos communautés. Grâce à l'accent mis sur la fourniture d'aliments nourrissants à des groupes très vulnérables, sur la fourniture de repas scolaires et sur les programmes axés sur la mère et l'enfant, les familles vivant dans des communautés éloignées et dans les îles périphériques seront assurées d'avoir accès à l'alimentation et la nutrition de base.

Nous souhaitons également profiter de l'occasion pour souligner qu'il importe d'encourager la durabilité auprès de nos agriculteurs. Nos communautés locales bénéficieront du fait que l'Équipe spéciale de haut

niveau achète des aliments locaux dans le cadre de l'assistance alimentaire. Ceci encouragera l'autosuffisance et deviendra une nouvelle source de revenus pour nos petits agriculteurs.

Nous voudrions inciter l'Équipe spéciale de haut niveau à décourager la pratique consistant à affecter des contributions à des fins précises. Nous comprenons bien que cela pourrait entraîner une réduction des projets humanitaires dans les pays vulnérables de régions comme la nôtre. Nous espérons que l'Équipe spéciale de haut niveau et les pays donateurs recenseront les besoins précis et les vulnérabilités des pays au moment où ils détermineront le niveau d'aide et de contribution à accorder.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, de nous avoir donné l'occasion de parler de cette question aujourd'hui. Nous attendons avec intérêt de travailler en étroite collaboration avec l'Équipe spéciale de haut niveau afin de prendre des mesures immédiates et efficaces pour remédier aux crises alimentaire et de sécurité énergétique actuelles.

M^{me} Banks (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Pour gagner du temps, je prononcerai une version abrégée de notre déclaration dont un exemplaire a été distribué.

Nous nous trouvons face à un défi sans précédent. La crise alimentaire mondiale met en danger les habitants les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète. Elle menace de réduire à néant les acquis déjà obtenus dans la réduction de la pauvreté et de la faim, voulue par les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande font de leur mieux pour être prêts à aider les plus touchés. La priorité pour nos pays est de procéder à une analyse et à une intervention coordonnées face à la situation actuelle en matière de prix des produits alimentaires. Si certains s'interrogent sur l'importance relative des différentes causes de ce phénomène, tout le monde s'accorde à dire que la plupart de ces causes sont des causes à moyen et à long termes. Les prix des produits alimentaires vont sans doute rester plus élevés et plus instables qu'au cours des dernières décennies.

Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande saluent la détermination manifestée à ce sujet par les dirigeants du Groupe des Huit lors du sommet qu'ils ont tenu au Japon. Nous engageons instamment les

autres pays à faire suivre leurs déclarations d'une action concertée afin de traiter des causes structurelles sous-jacentes de la crise et d'améliorer l'efficacité et la productivité du secteur et des marchés agricoles des pays en développement.

Nous tenons à souligner en particulier les avantages qu'auraient tous les pays, développés et en développement, à favoriser une conclusion positive du Cycle de Doha. Il faut absolument trouver une issue aux modalités de négociations lors de la réunion que les ministres du commerce tiendront la semaine prochaine à Genève. Une issue heureuse du cycle de Doha éliminerait les barrières tarifaires et la distorsion des échanges dans le domaine du commerce mondial des produits agricoles et alimentaires et améliorerait les flux commerciaux mondiaux de produits alimentaires. Cela ouvrirait de nouvelles perspectives à la production et à l'exportation des produits agricoles et alimentaires des pays en développement et contribuerait beaucoup à améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

Les pays du groupe CANZ apprécient et appuient fermement le travail de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale. Le cadre général d'action est important et très utile, car il représente une position de consensus adoptée par la plupart des organisations internationales importantes. Nous sommes satisfaits de l'approche générale du cadre, de ses actions prioritaires à moyen et court terme et de l'importance qu'il accorde au renforcement durable de la résilience.

Les pays du groupe CANZ continueront de participer au cadre mondial qui vise à remédier à l'accroissement du coût du carburant et des denrées alimentaires. Les pays du groupe CANZ ont déjà pris des mesures pour essayer d'atténuer l'insécurité alimentaire par des contributions importantes atteignant environ 300 millions de dollars, y compris en réponse à l'appel extraordinaire du Programme alimentaire mondial, et en déliant l'aide, tout en accordant une attention particulière à l'approvisionnement dans les pays en développement.

Les pays du groupe CANZ se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de coopérer avec d'autres pays pour que la production de biocarburants n'ait pas d'incidences négatives sur l'environnement, encourage l'usage d'énergies renouvelables, favorise les perspectives économiques et permette une agriculture diversifiée.

À présent que le cadre général d'action est presque achevé, nous devons nous concentrer sur la mise en œuvre. Nous convenons qu'il faut utiliser les mécanismes existants pour mettre en œuvre les recommandations du cadre. Au cours des prochains mois, les pays du groupe CANZ examineront le cadre final pour déterminer comment nous pouvons contribuer davantage. Nous constatons qu'il faut une approche globale, notamment un appui accru à l'agriculture et au développement rural et l'exploration du rôle des mécanismes de protection sociale. Nous soulignons qu'il est important que tous les pays adoptent des mesures nationales appropriées, notamment qu'ils évitent les restrictions aux exportations de denrées alimentaires et les subventions non ciblées de denrées alimentaires. Nous appelons les États Membres à lever les restrictions sur l'exportation de denrées alimentaires à des fins humanitaires.

Il nous incombera la tâche difficile de veiller à la poursuite d'une collaboration efficace au niveau mondial pendant la mise en œuvre du cadre général d'action. Nous suggérons que le Secrétaire général examine la possibilité d'une approche coordonnée inspirée du groupe d'étude scientifique sur la grippe aviaire et les oiseaux sauvages, qui a mis en avant la communication, la liaison et l'établissement de rapports sur les mesures prises au niveau international. Nous sommes particulièrement soucieux de voir cette collaboration efficace se concrétiser dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, qui sont particulièrement vulnérables.

Les pays du groupe CANZ constatent qu'il est absolument nécessaire que les organismes s'occupant de l'agriculture et du développement durable dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement augmentent leur niveau de coordination et la programmation commune et examinent comment les recommandations de l'Équipe spéciale des Nations Unies peuvent être appliquées au mieux dans chaque région. Par exemple, une réunion initiale des donateurs et des agences techniques régionales a eu lieu à Sydney ce mois-ci pour examiner les mesures de coordination régionale possibles dans le Pacifique.

Au vu des difficultés engendrées par l'augmentation des prix du carburant et des denrées alimentaires, associées à celles causées par les changements climatiques, il est extrêmement important que les ressources supplémentaires consacrées à ces crises soient utilisées le plus efficacement possible. Si nous voulons obtenir des résultats, nous devons créer

de solides partenariats locaux et régionaux, améliorer la coordination, renforcer l'appropriation locale et accroître l'obligation mutuelle de rendre compte.

M^{me} Jahan (Bangladesh) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des pays les moins avancés. Nous souscrivons également à la déclaration du Groupe des 77 et la Chine.

Le groupe vous sait gré, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente manifestation et vous remercie de votre déclaration liminaire. Nous voudrions également remercier le Secrétaire général pour son rôle de chef de file dans notre tentative de faire face à la crise alimentaire mondiale et de nous avoir remis la version révisée du cadre général d'action de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale.

Une multitude de facteurs explique la crise alimentaire actuelle. On peut citer notamment une forte augmentation de la consommation, une productivité plus faible, des conditions climatiques défavorables, des restrictions à l'exportation, la spéculation sur le marché des matières premières, l'utilisation accrue de céréales pour la production de biocarburants, des coûts énergétiques élevés, ainsi que l'asymétrie persistante et les distorsions du commerce international des produits agricoles.

En ce qui concerne les pays les moins avancés importateurs de pétrole, l'augmentation des prix de l'énergie, ainsi que la crise alimentaire existante ont une profonde incidence négative supplémentaire sur les économies déjà affaiblies. À court terme, cela pèse considérablement sur la balance des paiements et à long terme, cela entraîne une réduction plus importante du produit intérieur brut et de la croissance. La hausse des prix de l'énergie est également responsable de la hausse des prix des denrées alimentaires en raison de l'irrigation, de l'utilisation d'engrais et du transport.

Les pays les moins avancés auront besoin d'un important appui international pour compenser la charge excessive qui pèse sur leur balance des paiements. Il est important que les pays les moins avancés aient accès à des sources nouvelles et renouvelables d'énergie propre et à un savoir-faire technique à un prix raisonnable pour faire face efficacement au double défi de la montée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Dans le présent débat, le groupe des pays les moins avancés se concentrera sur le rapport sur le

cadre général d'action rédigé par l'Équipe spéciale de haut niveau. Nous sommes toujours en train d'étudier le document. À ce stade, pourtant, le groupe voudrait faire les remarques préliminaires suivantes.

Tout d'abord, le cadre général d'action propose un ensemble d'actions pour fournir une aide aux communautés et pays qui en ont besoin. Les recommandations définissent de façon générale ce qu'il faut faire. De nombreuses recommandations sont déjà appliquées ou ont été reprises dans des stratégies nationales dans plusieurs pays. La principale difficulté à laquelle nous sommes confrontés est de savoir comment les pays qui ont déjà très peu de ressources peuvent mettre en œuvre les recommandations.

Nous avons espéré des recommandations concrètes à cet égard. Le cadre déclare dans son résumé analytique qu'il ne s'agit pas d'un programme d'investissement et qu'il ne comprend donc pas de propositions chiffrées. Cependant, selon les estimations figurant dans le cadre, les exigences mondiales croissantes de financement pour l'aide alimentaire, la protection sociale, le développement agricole, le budget et l'aide à la balance des paiements devraient se situer entre 25 et 40 milliards de dollars par an pour maintenir les progrès qui sont faits pour atteindre rien que l'objectif 1 du Millénaire pour le développement. Cette année, 2,9 milliards de dollars seulement ont été levés jusqu'à présent. Le cadre conseille aux pays de mobiliser des ressources supplémentaires pour payer les importations de denrées alimentaires, mais il n'explique pas comment mobiliser les ressources. Il n'a pas souligné la nécessité que les partenaires de développement doivent augmenter l'aide publique au développement.

Le cadre doit correspondre aux ressources nécessaires, en particulier pour les pays les moins avancés, ceux qui sont le plus durement touchés par la crise. Les pays les moins avancés sont maintenant importateurs nets de produits alimentaires. En 2006, le déficit commercial de produits agricoles des pays les moins avancés était de 6,7 milliards de dollars. Citant les prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le cadre déclare que le monde dépensera 1 035 milliards de dollars pour l'importation de denrées alimentaires en 2008, soit 215 milliards de dollars de plus qu'en 2007. Cela grèvera gravement les budgets des pays à faible revenu et en déficit alimentaire, principalement les pays les moins avancés, qui verront leurs factures d'importation augmenter de plus de 40 % cette année. La Déclaration

de Rome a appelé tous les donateurs et le système des Nations Unies à accroître leur aide aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés. Cependant, les préoccupations particulières des pays les moins avancés ne sont pas prises en compte dans le document.

On ne saurait trop insister le rôle que joue l'APD pour stimuler l'agriculture et la production alimentaire et les rendre durables. Ces dernières années, le montant de l'APD fournie pour appuyer l'agriculture des pays en développement a chuté considérablement, qu'elle provienne de sources bilatérales ou multilatérales. L'aide à la recherche dans le domaine de l'agriculture demeure malheureusement insuffisante dans la plupart des pays en développement et des pays les moins avancés. Le cadre indique que la part de l'APD consacrée à l'agriculture est passée de 18 % en 1979 à 3,4 % en 2006. Les principes d'additionnalité et de prévisibilité des ressources sont essentiels pour que l'aide puisse être canalisée vers les secteurs productifs, notamment l'agriculture. En outre, les investissements étrangers directs négligent la production agricole. Selon un rapport récent de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, moins de 3 % des investissements étrangers directs réalisés dans le monde sont allés aux secteurs agricole et alimentaire en 2005.

Les règles du commerce multilatéral pèsent beaucoup sur la sécurité alimentaire. Certains pays développés accordent des subventions et prennent d'autres mesures qui faussent le marché. Certains pays exportateurs de produits alimentaires imposent des taxes à l'exportation, des contingents ou interdisent les exportations de produits alimentaires au titre de l'article XI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, mesures qui ont aggravé la crise alimentaire. Il convient de s'atteler à ce problème. Le cadre encourage uniquement la recherche de variantes aux restrictions aux exportations. Il est évident que la réforme commerciale constitue un élément important des politiques qui seront prises à moyen et à long terme pour régler le problème que posent les prix élevés. Le cycle de Doha doit permettre une réduction des droits de douane et du volume du soutien interne dans les pays développés, afin de veiller à une concurrence meilleure et plus juste dans les échanges de produits alimentaires et agricoles. Les pays en développement doivent bénéficier d'une disposition spéciale concernant leurs produits, et d'un

mécanisme de sauvegarde spéciale s'agissant de l'agriculture.

La coopération Sud-Sud, y compris la coopération triangulaire, peut servir de catalyseur important pour régler la crise alimentaire et énergétique aux niveaux bilatéral, régional et international. Une telle coopération peut également viser à un meilleur financement des échanges, à la mise en place de systèmes d'alerte précoce en cas de pénuries alimentaires, à la découverte de nouvelles sources d'approvisionnement en denrées alimentaires, à l'amélioration de la commercialisation et des échanges de produits alimentaires entre les pays voisins qui ont un excédent de produits alimentaires et ceux qui en manquent, à l'échange d'informations sur les pratiques optimales, au recours à des techniques et des experts techniques en matière de production agricole. Cela doit être examiné de manière approfondie, et nous espérons que le document cadre prendra ces éléments en considération.

Le cadre prévoit que les prix des denrées alimentaires diminueront progressivement en 2008, mais qu'ils demeureront sans doute élevés pendant une période plus longue. Il s'agit là d'une simple projection. Étant donné la grande instabilité de la production agricole et des marchés agricoles, la crise pourrait même redoubler d'intensité. Le cadre ne recommande aucun mécanisme permanent concret pour se prémunir contre une éventuelle crise de ce type susceptible d'éclater à l'avenir avec une intensité analogue ou supérieure.

En ce qui concerne les éventuelles mesures à prendre, le cadre suggère que des arrangements coordonnés aux niveaux régional et mondial, notamment en passant des accords réels ou virtuels stratégiques sur les réserves, pourraient donner une plus grande confiance aux pays, qui ne craindraient pas que leurs besoins pressants ne soient pas rapidement satisfaits au cas où de nouvelles crises alimentaires viendraient à frapper. À notre avis, pour atteindre au mieux cet objectif, il conviendrait d'établir une banque alimentaire mondiale et un fonds alimentaire international, comme l'ont proposé précédemment les pays les moins avancés. Cela pourrait réduire l'instabilité des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux et permettrait de se prémunir durablement contre les pénuries et les chocs dus aux fluctuations des prix.

Enfin, je voudrais rappeler que le plan d'action du sommet mondial de l'alimentation de 1996 avait souligné que la sécurité alimentaire existe

« lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Plus de 10 ans plus tard, nous sommes toujours aux prises avec le problème. Plus que jamais auparavant, étant donné les défis que présentent les crises mondiales alimentaire et énergétique, il nous faut prendre des mesures urgentes, résolues et collectives pour les relever.

M. Rachkov (Bélarus) (*parle en russe*): La séance que l'Assemblée générale tient aujourd'hui représente la suite logique importante de plusieurs manifestations organisées ces derniers mois par la communauté internationale afin de formuler des mesures conjointes pour résoudre les crises mondiales alimentaire et énergétique. L'Assemblée poursuit le travail réalisé dans le cadre des rencontres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenues au Ghana, de la session extraordinaire du Conseil économique et social tenue à New York, du Sommet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) tenu à Rome et de la rencontre du Groupe des Huit qui a eu lieu sur l'île d'Hokkaido.

Nous estimons que l'Organisation des Nations Unies et les pays développés doivent être à l'avant-garde de la lutte contre la crise mondiale. À cet égard, nous jugeons importante l'initiative prise par le Secrétaire général de constituer une Équipe spéciale de haut niveau chargée de formuler des mesures d'urgence face à la crise alimentaire causée par une brusque augmentation des prix des denrées alimentaires. Ce sont les pays développés qui endossent la part la plus importante de responsabilité dans l'adoption de telles mesures.

Les pénuries alimentaires menacent l'existence de l'humanité, et les pénuries énergétiques mettent en péril le développement de la société. L'émergence et l'aggravation de ces problèmes au XXI^e siècle prouvent que l'humanité doit envisager de modifier son comportement en matière de style de vie et vis-à-vis de la nature, des intérêts d'autres pays et de ses politiques de consommation. Tous les indicateurs indiquent qu'il

s'agit d'une crise systémique qui jusqu'à présent n'a touché que certaines régions du monde. Mais, si l'on ne prend pas les mesures appropriées pour la régler, la crise pourrait s'étendre à toute la planète, et porter un coup très grave au développement durable, mettant en péril la sécurité sociale et politique du monde entier.

Le Bélarus n'est pas menacé par la crise alimentaire. La production de produits agroalimentaires de notre pays continue d'augmenter et nos besoins en denrées alimentaires sont pleinement satisfaits. En même temps, le Bélarus ne peut demeurer inactif et être témoin des problèmes et des difficultés que connaissent les autres pays et régions. Nous ne parviendrons jamais à comprendre ceux qui demeurent des observateurs distants et impassibles face aux crises, ceux qui attendent calmement de voir quand et comment elles seront réglées. Nous réitérons l'appel que nous avons lancé aux gouvernements des pays donateurs et au secteur privé pour qu'ils intensifient l'appui fourni aux programmes d'aide réalisés grâce à la FAO et au Programme alimentaire mondial en faveur des pays en développement, et qu'ils cessent toute activité contribuant à prolonger la crise alimentaire. Ils devraient en particulier supprimer les subventions aux exportations et les autres obstacles commerciaux qui frappent les produits agricoles et cesser de se livrer à des transactions spéculatives sur les marchés des denrées alimentaires.

Nous devons également être plus sélectifs en choisissant les domaines dans lesquels nous voulons développer d'autres sources d'énergie, en prenant en considération aussi bien les intérêts nationaux que ceux de l'ensemble de la communauté internationale. Nous estimons que les nouvelles technologies nous permettront de trouver, ensemble, l'éventail le plus large possible d'options en vue du développement non seulement de biocarburants durables qui n'auraient pas de conséquences négatives sur les marchés des denrées alimentaires, mais aussi de sources d'énergie renouvelable totalement nouvelles dont l'usage ne mettrait pas en danger la viabilité de notre planète.

La crise énergétique découle de nombreux facteurs, qui vont de la création artificielle de tensions dans les régions où se trouvent les ressources énergétiques à une pléthore d'obstacles à la mise en œuvre de nouvelles technologies pour une énergie propre et durable.

Malheureusement, la recherche de profits excessifs reste la principale raison du manque de

stabilité sur le marché de l'énergie. Dans un esprit de dialogue constructif, nous ne souhaitons pas nous appesantir sur ces aspects dans notre déclaration. Au lieu de cela, nous préférons mettre en avant plusieurs idées relatives au facteur extrêmement important qui pourrait contribuer de manière décisive à régler la crise énergétique, à savoir les transferts de technologies à haut rendement énergétique.

L'introduction réussie de technologies énergétiques modernes est une condition préalable pour atteindre potentiellement tous les objectifs du Millénaire pour le développement, de l'élimination de la pauvreté à la fourniture d'une éducation à chacun, en passant par une solution au problème des changements climatiques. Nous avons bon espoir qu'en raison de l'importante fonction mondiale qu'elles remplissent, et qui intéresse tous les pays, ces technologies pourront être vues comme appartenant à l'humanité tout entière.

À cet égard, nous voudrions proposer la tenue d'un débat, dans le cadre des débats thématiques spéciaux de l'Assemblée générale cet automne, sur la possibilité de créer des mécanismes permettant d'utiliser ces technologies à l'échelle mondiale sans violer les droits de propriété intellectuelle y afférents et en tenant compte des intérêts de tous les États.

Dans l'élaboration de mesures pour répondre aux crises alimentaire et énergétique mondiales, en plus de la satisfaction obligatoire des besoins et exigences des pays à faible revenu, il est également nécessaire de prendre en considération les intérêts des pays à revenu intermédiaire. Entre 1978 et 2003, seul un pays à faible revenu a rejoint la catégorie des revenus intermédiaires, alors que 25 États ont pris le chemin inverse. En ce sens, il faut accroître l'assistance de l'ONU et de la Banque mondiale aux pays à revenu intermédiaire afin de les aider à réformer leurs économies et, en particulier, le secteur de l'énergie.

M. Abdelaziz (Égypte) (parle en anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous remercier d'avoir convoqué la présente réunion, qui vient à point nommé et qui est essentielle, consacrée à la crise alimentaire et énergétique mondiale. Ma gratitude va aussi au Secrétaire général, qui nous tient dûment informés des efforts déployés par le Secrétariat pour traiter cette question cruciale.

Je voudrais également associer mes remarques à la déclaration faite par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Nous devrions aborder notre examen de l'actuelle crise alimentaire mondiale en admettant que notre système international d'alerte précoce n'a pas fonctionné correctement, malgré tout notre recul, nos analyses et nos évaluations. Il demeure que nous avons été pris par surprise alors que nous nous préparions à gérer une question essentielle et vitale de cet ordre.

L'Égypte est convaincue qu'il est urgent de mettre en place un partenariat mondial pour traiter les causes et les répercussions de la crise alimentaire et énergétique actuelle, en vue de réaliser les intérêts des pays développés comme en développement – partenariat mondial qui dépasserait le cadre étroit de nos politiques, orientations et intérêts nationaux pour aborder la question de la sécurité alimentaire dans un contexte de développement plus large.

Comme le conclut le cadre global d'action, il est vrai que la crise alimentaire mondiale menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle planétaire et crée tout un ensemble de difficultés humanitaires, socioéconomiques, écologiques, politiques et relatives au développement, aux droits de l'homme et à la sécurité. Cependant, il ne faut pas oublier que pour s'attaquer aux causes profondes du problème la clef devrait être le développement durable dans son entier, sur la base de ses trois piliers – économique, social et environnemental. L'Égypte adhère à la conclusion que la crise découle d'effets cumulés, représente une menace constante et requiert d'urgence une réponse globale, cohérente et coordonnée.

La crise souligne également la validité de l'idée tendant à transformer l'agriculture en un secteur économique en plein essor et à rectifier les politiques et tendances promues par le passé qui ont nui à ce secteur essentiel, tant de l'intérieur que de l'extérieur. L'adoption d'une politique de cultures de rapport aux dépens de la sécurité alimentaire et le renforcement d'autres secteurs de l'économie aux dépens du secteur agricole ont été le résultat de la mondialisation et d'un mouvement accru vers l'industrialisation. Cette tendance mérite d'être examinée de plus près si nous voulons retrouver l'équilibre perdu.

La méthodologie adoptée par le cadre général d'action révisé, sur la base d'une approche double, est valable et solide, se focalisant sur deux calendriers et ensembles de mesures : les besoins urgents et le renforcement de la résilience à plus long terme. Cependant, les deux ensembles de mesures ne resteront qu'un pur exercice académique s'ils ne se voient pas

associer la volonté politique décisive qui a manqué jusqu'à présent et continue malheureusement de faire défaut.

Le cadre estime que les besoins de financement progressif globaux pour l'aide alimentaire, la protection sociale, le développement agricole, le budget et l'appui à la balance des paiements sont compris entre 25 et 40 milliards de dollars par an pour maintenir les progrès vers la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD). Bien que le cadre précise qu'il n'est pas un document de financement ni un programme d'investissement, le moyen de faire face à un fardeau financier de cette ampleur n'a pas encore été clairement défini. Il faudra plus de détermination et de volonté politique de la part de nos partenaires.

Dans le même esprit, l'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général a également appelé, entre autres choses, à davantage de souplesse et de prévisibilité dans le financement de l'aide alimentaire et des filets de sécurité. Cela confirme ce que les pays en développement n'ont eu de cesse de soutenir – la nécessité d'un financement prévisible et de qualité, appel qui a souvent rencontré des réactions négatives injustifiées de la part des pays développés.

Nous voudrions mettre l'accent sur la recommandation de l'Équipe spéciale selon laquelle les affectations de ressources accrues devraient venir en complément des niveaux de financement actuels, et non des ressources détournées d'autres secteurs essentiels pour atteindre les OMD, tels que l'éducation et la santé.

En réalité, la crise requiert un dialogue international fondé sur les intérêts communs et l'interdépendance mutuelle, en vue d'établir un code de conduite international qui réponde à l'expansion actuelle de la production de biocarburants comme alternative aux sources d'énergie traditionnelles et fixe des normes d'usage responsable des cultures agricoles.

Le lien qui existe entre les questions relatives à la crise alimentaire et énergétique mondiale et les progrès insuffisants pour atteindre les OMD dans de nombreux pays en développement souligne l'importance d'aborder ces problèmes de manière intégrée pour être en mesure d'instaurer l'équilibre nécessaire entre tous ces intérêts divers. Les pays en développement doivent pouvoir parvenir à une croissance économique et au développement durable tout en contribuant au règlement des problèmes mondiaux qui ne cessent

s'intensifier, conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées.

Nous soulignons également l'importance d'actions entreprises à tous les niveaux – national, régional et international – pour faire face aux crises alimentaire et énergétique. Je voudrais par ailleurs mettre l'accent sur la déclaration adoptée par le Sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu du 30 juin au 1^{er} juillet 2008 à Charm el-Cheikh, en Égypte, intitulée « Déclaration de Charm el-Cheikh sur les défis de la hausse des prix des produits alimentaires et le développement de l'agriculture ». La déclaration démontre clairement l'importance qu'accorde l'Afrique à l'examen des incidences négatives de la crise sur l'ensemble du continent africain et la détermination de ses pays à assumer leurs responsabilités dans le cadre des efforts internationaux déployés pour réaliser les objectifs de développement du continent.

Nous avons également pris note des résultats du sommet du Groupe des Huit qui s'est tenu à Hokkaido Toyako, au Japon, et qui couvrent un large éventail de réponses à court, moyen et long terme, ainsi qu'une stratégie convenue en matière de sécurité alimentaire mondiale, qui vise notamment à rendre les politiques de production durable et l'usage des biocarburants compatibles avec la sécurité alimentaire. Ces actions ayant pour objectif d'aider ceux qui sont touchés par l'insécurité alimentaire et la faim, nous soulignons l'importance de leur mise en œuvre de bonne foi.

Nous soulignons surtout l'importance d'inverser la tendance générale au déclin de l'aide et des investissements dans le secteur agricole, et nous insistons sur l'engagement d'augmenter substantiellement l'aide fournie aux initiatives des pays en développement dans ce domaine, notamment d'œuvrer au doublement de la production de produits alimentaires de base dans certains pays africains d'ici 5 à 10 ans. Nous soulignons l'importance de consultations constantes sur cette question entre le Secrétariat et les États Membres afin de donner l'orientation nécessaire et de fournir un appui aux actions proposées. Le suivi intergouvernemental et la coordination avec l'Équipe spéciale, par le biais de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, sont des conditions préalables indispensables au succès et à l'efficacité de ces efforts.

Enfin, je voudrais appeler l'attention des participants sur la lettre datée du 19 juin 2008, adressée au Président élu de la soixante-troisième

session de l'Assemblée générale par les Représentants permanents du Chili, de l'Égypte et de l'Indonésie. La lettre propose que l'Assemblée examine les questions de la sécurité alimentaire et du développement en tant que thèmes prioritaires du débat de haut niveau et du débat général de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, sans préjuger des autres questions inscrites à l'ordre du jour international. Nous espérons que l'ensemble des Membres appuiera cette proposition qui permettra à nos dirigeants de prendre part à la définition de la réponse internationale élaborée à l'Assemblée générale face à la crise. Nous exprimons notre détermination à examiner toute nouvelle mesure que pourrait prendre l'Assemblée générale sur cette question jusqu'à la fin de la soixante-deuxième session sous la direction éclairée du Président Kerim.

M. Benmehidi (Algérie) : Monsieur le Président, je vous remercie tout d'abord d'avoir pris l'initiative de convoquer cette réunion spéciale consacrée à la crise alimentaire mondiale.

Ma délégation, souscrit à la déclaration faite par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

La crise alimentaire mondiale qui sévit dans le monde nous préoccupe à plus d'un titre. Aucun pays ne peut être épargné par les effets de cette crise dont l'éventuelle amplification peut entraîner des risques de déstabilisation en chaîne. Cette crise suscite nos inquiétudes en ce qu'elle contribue à augmenter le nombre des plus pauvres et des mal nourris. Les désordres en cours traduisent l'extrême vulnérabilité des zones de grande précarité, qui demeurent insuffisamment préparées pour affronter les rigueurs et les dysfonctionnements du marché mondial.

L'Algérie qui est un pays importateur net de produits agricoles est concernée par cette crise alimentaire, à l'instar d'un nombre important de pays en développement qui subissent les aléas des fluctuations des cours des marchés mondiaux. La crise alimentaire qui a été aggravée par la spéculation sur les marchés des produits de base traduit les dysfonctionnements systémiques qui caractérisent l'économie mondiale et, de ce fait, nécessite des solutions structurelles.

Cette crise alimentaire résulte de facteurs endogènes et exogènes liés principalement aux mécanismes et règles qui régissent les marchés des produits agricoles. Contrairement à certaines théories,

ce ne sont pas les prix de l'énergie qui sont la cause directe de l'augmentation brutale des produits agricoles, même s'il faut reconnaître que les coûts de production et de transport sont affectés dans une certaine mesure par ceux de l'énergie. En vérité, les augmentations, en termes réels, des prix des produits alimentaires de base ont été bien supérieures à ceux de l'énergie au cours des six dernières années.

Parmi les causes de cette crise, on peut citer en bonne place la baisse de la production agricole dans les pays en développement comme conséquence des politiques agricoles suivies conformément à la doctrine sévère des avantages comparatifs. Les politiques suivies selon les doctrines de l'Organisation mondiale du commerce et des organisations financières internationales ont eu paradoxalement des impacts considérables sur les cultures vivrières et l'agriculture locale, qui ont été abandonnées ou orientées vers les cultures spéculatives.

La crise alimentaire mondiale démontre à l'évidence les implications induites par les dysfonctionnements du système financier international et les modes de régulation des marchés des produits de base.

Nous souhaitons que les efforts coordonnés du système des Nations Unies et des institutions financières et commerciales internationales soient en mesure de contribuer à la résolution de cette crise qui nécessite des réponses adéquates à court, à moyen et à long terme. L'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale envisage de jeter les bases d'un cadre stratégique global d'action à court et à long terme pour faire face aux effets de la crise dans le monde. L'Algérie soutient résolument cette démarche.

La priorité immédiate est de nature humanitaire. Elle consiste à nourrir des populations dans le besoin immédiat à travers l'augmentation de l'aide alimentaire aux pays les plus démunis. Parallèlement, des solutions à plus long terme sont à rechercher, notamment à travers l'amélioration de la productivité. La résolution de cette crise requiert des actions orientées vers le développement de la production agricole à travers l'intensification de la production et l'encouragement de l'investissement dans les pays touchés par cette crise.

Nous mettons en particulier l'accent sur l'urgence de la mise en œuvre des projets et programmes à même de faire face aux menaces que fait peser la crise alimentaire mondiale sur la sécurité alimentaire des

pays en développement. Il faudrait donner aux pays pauvres la possibilité de se nourrir par leurs propres moyens par le biais de la réhabilitation de l'agriculture durable comme moteur principal du développement en vue de tirer profit de l'énorme potentiel que constituent les petits agriculteurs.

Les mesures nationales pour se prémunir des effets de cette crise devraient rencontrer au plan international des actions soutenues portant sur le court et le long terme. Il est temps de consacrer dans les faits le principe du droit à l'alimentation comme un des piliers des droits de l'homme que nous devons concrétiser progressivement dans le contexte de la sécurité alimentaire.

En conclusion, l'Assemblée générale se doit de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des mesures décidées et des engagements pris par les principaux intervenants en vue de déterminer leur l'impact effectif sur la résorption de la crise et de corriger leur cours si nécessaire.

M. Davide (Philippines) (*parle en anglais*) : Face à la présente crise, incomparable et incompréhensible, l'on pourrait se lamenter comme Hamlet lorsqu'il se pose la question « Être ou ne pas être » :

« Y a-t-il plus de noblesse d'âme à subir la fronde et les flèches de la fortune outrageante, ou bien à s'armer contre une mer de douleurs et à l'arrêter par une révolte? Mourir... dormir, rien de plus ».

Mais nous ne devons pas dormir, car la survie de la planète dans la paix, le progrès et la prospérité doit être le destin de la présente génération et de celles qui lui succéderont. C'est pourquoi nous devons nous attaquer à cette crise et la surmonter.

Les Philippines vous félicitent, Monsieur le Président, pour la rapidité avec laquelle vous avez décidé de convoquer cette séance plénière afin d'aborder et d'examiner la crise alimentaire et énergétique mondiale. Le fait de réunir l'Assemblée générale aussi tôt que possible souligne l'urgence critique que revêt cette question et confère une grande autorité et un mandat clair à l'appel à une action immédiate, unifiée, coopérative et cohérente lancée à toutes les nations du monde.

Les Philippines félicitent le Secrétaire général et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire d'avoir parachevé, dans les délais les plus brefs possibles, le cadre général d'action dont nous sommes saisis aujourd'hui. La rapidité sans

pareil avec laquelle ce document a été rédigé est la preuve irréfutable du dévouement désintéressé que le Secrétaire général et l'Équipe spéciale apportent à leur tâche et de la capacité de l'ONU de réagir avec rapidité et efficacité face à des situations ou à des problèmes qui exigent une attention et un règlement immédiats de la part de l'Organisation si celle-ci ne veut pas perdre de sa pertinence sur la scène mondiale.

Les Philippines souscrivent sans réserve à la position adoptée par le Groupe des 77 et la Chine, telle qu'elle a été exposée par le Représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda. Nous voudrions cependant souligner plusieurs éléments.

Le cadre général d'action est le résultat d'un processus bien plus long de délibérations et de débats approfondis. Il a fallu mettre ce cadre en place à la suite d'une confluence, voire d'une conjuration, de facteurs et d'événements qui a entraîné une augmentation rapide des cours mondiaux des produits alimentaires. Les conséquences négatives de cette hausse – conjuguée à d'autres problèmes graves sur les plans énergétique et environnemental – pour le programme de développement mondial ont contraint les États Membres de l'ONU à rechercher les conseils d'experts, comme ceux que peut fournir le cadre général d'action. Ainsi, ce cadre pourrait apporter la réponse voulue à la crise actuelle.

Les différents débats qui se sont déroulés à l'ONU à New York sur la question indiquaient clairement que ces problèmes sont interdépendants et multidimensionnels. Ainsi donc, l'acceptation de ce cadre général d'action signifie que chaque pays doit en examiner les dispositions et les appliquer ou les adapter à sa situation nationale propre.

Toutefois, le dénominateur commun général, comme l'a fait remarquer hier M. Jim Butler, Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture lors du débat d'experts du Conseil économique et social sur les défis humanitaires relatifs à l'aide alimentaire mondiale, est que, dans les circonstances actuelles, la demande alimentaire mondiale dépasse l'offre. Cet accroissement de la demande peut être attribué notamment à la croissance démographique et à la longévité de la population; à de nouvelles demandes, en biocarburants par exemple; et à une modification des préférences alimentaires des grands marchés de consommateurs. Logiquement, tous ces facteurs continueront d'intensifier la demande, ce qui amène les

experts à conclure que l'époque des denrées alimentaires à bas prix ne va pas revenir avant longtemps.

Pour ce qui est de l'offre, l'insuffisance des investissements dans l'agriculture, la stagnation des rendements, les effets négatifs des cours élevés de l'énergie et les conséquences désastreuses des phénomènes météorologiques extrêmes dus aux changements climatiques ont entraîné des pénuries.

Si nous ajoutons à cela les pressions résultant d'un climat économique mondial déficient, il est clair que cette question complexe ne peut être traitée qu'avec la pleine coopération de toutes les parties prenantes – les gouvernements nationaux, l'ONU, les partenaires internationaux du développement et les institutions financières, le secteur privé et, bien entendu, les producteurs eux-mêmes, qu'il s'agisse de petits exploitants ou de membres de l'agro-industrie. Il apparaît cependant tout aussi clairement que c'est à chacun des États Membres que revient la responsabilité directe d'aider les personnes dans le besoin.

Pour les Philippines, cela signifie qu'il faut prendre immédiatement des mesures sur le plan national pour remédier à la crise provoquée par l'augmentation du prix du riz. C'est pourquoi mon pays a lancé un plan d'autosuffisance pour le riz pour la période 2009-2010, dont l'objectif est de porter la production rizicole à 19,8 millions de tonnes métriques d'ici à 2010. Dans cette optique, 30 milliards de pesos sont alloués à la recherche – développement, à l'infrastructure agricole, aux systèmes d'exploitation agricole durables intégrés, à la biotechnologie rizicole et à l'éducation. Une aide bilatérale a été sollicitée et un accord sur la sécurité alimentaire d'un montant de 216,5 millions de dollars a déjà été signé avec les États-Unis. La Banque mondiale a également indiqué que les Philippines pouvaient recevoir 1,2 milliard de dollars dans le cadre de son programme alimentaire mondial.

Au niveau international, pendant le Sommet de Rome, les Philippines ont demandé la création d'une réserve céréalière mondiale qui protégerait les pays exportateurs et importateurs contre une fluctuation marquée des cours. Les Philippines ont également encouragé les pays qui prévoient de se lancer dans un programme de développement des biocarburants de le faire en recourant à des ressources non alimentaires afin de ne pas nuire à la sécurité alimentaire. Par ailleurs, les Philippines, soucieuses de voir augmenter

le financement de la recherche et du développement au niveau mondial, ont recherché avec énergie un appui en faveur de l'Institut international de recherche sur le riz, qui se trouve aux Philippines. J'ai longuement parlé de cette question à la Réunion spéciale du Conseil économique et social consacrée à la crise alimentaire mondiale, qui s'est tenue le 20 mai.

Aujourd'hui, l'Assemblée générale peut littéralement faire une énorme différence face au problème très pressant que pose la crise alimentaire et énergétique mondiale. En approuvant le cadre général d'action et en mettant en œuvre ses dispositions, l'Assemblée générale, qui est l'organe législatif le plus représentatif au monde, serait en mesure de répondre de manière cohérente et coordonnée aux besoins immédiats des millions de personnes victimes des prix élevés de l'alimentation et de l'énergie, et elle pourrait surtout poser des bases favorables à des marchés alimentaire et énergétique qui resteraient stables et rationnels. C'est une décision qui doit être prise maintenant. Les Philippines s'associent aux autres membres de l'Assemblée pour que cette décision soit prise aujourd'hui ou, au plus tard, pendant le restant de la soixante-deuxième session.

Je voudrais pour finir parler d'une chose à laquelle nous n'avons pas pensé : le rôle que les gens eux-mêmes peuvent, à titre individuel, jouer dans cette crise. Je dis, sans craindre d'être contredit, que les vices, les mauvaises habitudes et les mauvaises pratiques de l'humanité ont contribué à cette crise. Je fais référence aux vices tels que l'avarice, la cupidité, l'égoïsme, l'ambition, l'orgueil, l'envie, les désirs démesurés et la luxure, qui ont provoqué ou entraîné, entre autres choses, une soif insatiable de richesses et de gains, un style de vie ostentatoire, un affichage inutile ou une utilisation de la richesse, une âpreté répréhensible au gain et un gaspillage absolu, et qui continueront de causer ces phénomènes.

Baruch Spinoza disait que l'avarice, l'ambition et la luxure ne sont rien d'autre qu'une sorte de folie. Si seulement les gens revenaient aux valeurs que sont l'autodiscipline, le contrôle de soi, le sacrifice et l'abnégation en devenant moins égoïstes et plus portés à la sollicitude, à la compassion et à la générosité, chacun deviendrait une partie de la solution et non pas du problème. Le message est donc clair : la crise alimentaire et énergétique face à laquelle nous nous trouvons aujourd'hui peut aussi être réglée grâce à une transformation personnelle ou un changement d'attitude de chacun des habitants de la planète, en

particulier les riches et les puissants. Une bonne âme a dit un jour : « Celui qui ne laisse pas sa richesse faire du bien à autrui de son vivant empêche cette richesse de lui profiter une fois qu'il sera mort ».

M. Wang Guangya (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise souscrit à la déclaration prononcée par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Nous apprécions les mesures prises par le Secrétaire général pour remédier à la crise alimentaire actuelle et appuyons les efforts menés par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire pour mettre en place un cadre de coopération international sur la sécurité alimentaire. Nous espérons que les organismes concernés resteront en contact avec les États Membres pour la mise en œuvre du cadre et l'adoption de mesures tenant compte des besoins spécifiques des États Membres.

La nourriture est vitale pour la survie des êtres humains et a une incidence non seulement sur l'économie et le bien-être de la population de chaque pays, mais aussi sur le développement et la sécurité du monde dans son ensemble. Plus de 800 millions de personnes vivent aujourd'hui sous la menace de la famine. L'augmentation des prix des denrées alimentaires gonflera ce chiffre et entravera sérieusement les efforts faits pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans certains pays. Les pays en développement sont les plus durement touchés par la crise alimentaire mondiale, qui a même entraîné des troubles sociaux dans certains pays. Ces événements ont une incidence directe sur la stabilité économique mondiale et le développement et ne sont pas favorables à une paix durable ou à la prospérité commune du monde.

L'augmentation actuelle des prix des denrées alimentaires est causée par l'interaction de facteurs multiples. Il y a lieu de noter que récemment, on a fait valoir la prétendue responsabilité des grands pays en développement dans la crise, en pointant du doigt leur développement pour expliquer l'augmentation récente des prix des denrées alimentaires dans le monde entier. Cela ne correspond pas aux faits et n'est pas une attitude constructive à adopter pour résoudre le problème. Avec l'expansion actuelle de la mondialisation économique et les énormes progrès scientifiques et technologiques, nous ne manquons pas de moyens pour résoudre le problème alimentaire. La solution est d'adopter un esprit de développement

commun, de coordonner activement et efficacement les stratégies et les actions et de faire des efforts concertés pour préserver la sécurité alimentaire mondiale. À cette fin, les pays doivent aborder la question des denrées alimentaires dans une perspective plus large et à plus long terme et formuler conjointement une stratégie pour un développement alimentaire durable.

À cet égard, je voudrais insister sur les trois remarques suivantes. Premièrement, nous devons forger un consensus et régler la question des denrées alimentaires dans le cadre du développement durable. Tous les pays doivent aborder cette question dans une perspective stratégique et accorder une priorité absolue à la question de la sécurité alimentaire dans leurs programmes de développement nationaux. Ils doivent se concentrer sur la production agricole, prendre des mesures vigoureuses pour renforcer l'appui à l'agriculture et accroître les apports financiers et technologiques à l'agriculture, de façon à améliorer la production alimentaire et à augmenter les réserves alimentaires. Les grands pays producteurs de denrées alimentaires doivent déployer davantage d'efforts à cet égard. Les pays en développement doivent continuer d'améliorer leurs capacités de production, tandis que les pays développés doivent fournir l'appui financier et technique nécessaire.

Deuxièmement, nous devons nous pencher tant sur les symptômes que sur les causes profondes du problème et adopter une approche intégrée à l'égard de la question alimentaire. La crise alimentaire peut être attribuée à des facteurs compliqués et multiples. Les pays doivent considérer que ces facteurs sont interdépendants et, gardant à l'esprit les intérêts à court et long terme, prendre des mesures générales dans les domaines de la finance, du commerce, de l'aide, de l'environnement, des droits de propriété intellectuelle et des transferts technologiques pour créer les conditions favorables à la sécurité alimentaire. Aucun de ces aspects ne doit être négligé. Les pays doivent collaborer pour assurer la stabilité des prix mondiaux des denrées alimentaires. Il convient d'adopter des mesures prudentes pour instaurer un équilibre entre le développement des biocarburants et le maintien de la sécurité alimentaire.

Troisièmement, nous devons renforcer le dialogue et la coordination et réfléchir à un nouveau cadre de coopération internationale. Nous devons créer un environnement favorable au commerce international et mettre en place un ordre juste et équitable pour le commerce international des produits agricoles. Tous les

pays, et les pays développés en particulier, doivent faire preuve de bonne volonté dans les négociations agricoles de Doha, supprimer les barrières commerciales, faire montre de flexibilité pour des questions telles que la réduction des subventions agricoles et tenir suffisamment compte des préoccupations particulières des pays en développement. La communauté internationale doit mettre au point un mécanisme raisonnable pour l'appui financier et le transfert de technologies, afin d'aider les pays en développement à améliorer leurs capacités en matière de plantation, de prévention des maladies et des animaux nuisibles, de réserves alimentaires et de production alimentaire.

La Chine a toujours accordé une grande importance à l'agriculture, en particulier à la question des denrées alimentaires. La Chine dépend principalement de la production alimentaire nationale. Pendant près de 10 ans, la Chine a satisfait elle-même plus de 95 % de ses besoins alimentaires et a exporté un volume net de 8 millions de tonnes par an de céréales de base, comme le blé, le riz et le maïs. Les droits de douane moyens de la Chine pour les produits agricoles s'élèvent actuellement à seulement un quart de la moyenne mondiale. La Chine participe activement aux efforts de coopération internationale en matière de denrées alimentaires et de produits agricoles et s'efforce de contribuer au développement mondial de l'alimentation et de l'agriculture. Depuis 2003, la Chine a fourni près de 300 000 tonnes d'aide alimentaire, élaboré 14 projets agricoles intégrés et créé plus de 20 centres de démonstration technologique agricole au-delà de ses frontières. Nous avons formé plus de 4 000 travailleurs d'autres pays en développement dans le domaine de la gestion et des techniques liées à l'agriculture. Nous sommes disposés à partager d'autres expériences en matière de développement agricole avec d'autres pays en développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud et à fournir autant que possible divers types d'aide.

M. Takasu (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat opportun.

La forte augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires est une crise structurelle aux multiples facettes, qui requiert une réponse pleinement coordonnée et une stratégie globale de la communauté internationale. Le Japon apprécie grandement le rôle important de chef de file que le Secrétaire général a personnellement joué, avec le Président des institutions

de Bretton Woods, en appuyant rapidement le système des Nations Unies par la création de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale.

Le Japon est satisfait de constater que l'Équipe de spécial a achevé le cadre général d'action, qui constitue un fondement important pour la cohérence des actions de l'ensemble de la communauté internationale. Le Japon espère que le cadre se traduira rapidement en plans de mise en œuvre pour les pays qui ont besoin d'aide, afin de leur assurer une aide immédiate.

En tant que pays hôte de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA IV) et du sommet du Groupe des Huit (G-8) de cette année, le Japon n'a ménagé aucun effort pour accroître la synergie des actions prises par la CITDA, le G-8 et le système des Nations Unies, y compris l'Équipe spéciale.

Le plan d'action de Yokohama de la CITDA prévoit l'engagement de renforcer les capacités agricoles en Afrique en doublant la production de riz, en augmentant les investissements dans les infrastructures et en finançant les systèmes de gestion de l'eau et l'irrigation à petite échelle, gérés par les collectivités locales. Il a été reconnu que la réforme agricole et rurale dans le cadre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) était un moyen important d'assurer la sécurité alimentaire et l'atténuation de la pauvreté et qu'elle avait le potentiel de devenir une force importante pour faciliter la croissance économique en Afrique.

La sécurité alimentaire mondiale était également l'une des questions les plus importantes inscrites à l'ordre du jour du sommet du G-8 à Hokkaido Toyako, qui a donné lieu à la publication d'une déclaration spéciale la semaine dernière. Avant tout, les dirigeants du G-8 ont remercié les dirigeants de l'ONU et des institutions de Bretton Woods d'avoir créé l'Équipe spéciale de haut niveau et a demandé instamment aux acteurs concernés de mettre rapidement en œuvre le cadre général d'action et de fournir rapidement une aide aux pays qui en ont besoin.

Les dirigeants du Groupe des Huit ont réaffirmé qu'ils s'engageaient à prendre toutes les mesures possibles pour régler la crise alimentaire, soit par des programmes d'aide alimentaire ponctuels soit par des actions à moyen et à long terme. Les membres du G-8

se sont engagés à allouer plus de 10 milliards de dollars à cette fin depuis janvier de cette année.

Le G-8 est convenu de prendre un certain nombre de mesures pour aider ceux qui souffrent de l'insécurité alimentaire ou de la faim. Il est indispensable de lever les restrictions aux exportations et d'achever le plus rapidement possible les négociations en cours dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce pour établir des règles commerciales plus strictes afin de régir les échanges commerciaux qui prolongent ou aggravent la situation et entravent l'achat humanitaire de denrées alimentaires.

S'agissant des mesures à moyen et à long terme, le G-8 a souligné qu'il importait de renverser la tendance à une baisse de l'aide fournie aux initiatives des pays en développement dans le domaine de l'agriculture. Les dirigeants sont également convenus d'appuyer l'amélioration des infrastructures, notamment dans les domaines de l'irrigation, du transport, et des systèmes d'entreposage. Ils sont également convenus de veiller à ce que les politiques visant à la production durable et l'usage des biocarburants soient compatibles avec la sécurité alimentaire, et de hâter le développement et la commercialisation de biocarburants de seconde génération. Ils ont établi un groupe d'experts du G-8 afin de surveiller l'application de ces engagements et de contribuer à la réalisation d'un partenariat mondial.

La démarche du Japon face à la crise alimentaire se fonde sur sa ferme détermination à promouvoir la sécurité humaine sur le plan mondial et a pour objectif de veiller à ce que chaque individu se sente en sécurité et puisse satisfaire à ses besoins humains fondamentaux. Étant donné l'impact important de la brusque augmentation des prix des denrées alimentaires en particulier sur les populations des pays en développement, le Japon vient d'approuver un programme supplémentaire d'aide alimentaire d'environ 50 millions de dollars qui seront décaissés d'ici au mois d'octobre, en plus des 200 millions de dollars déjà versés cette année au titre de l'aide alimentaire.

En ce qui concerne les mesures à moyen et à long terme, le Japon s'est engagé à contribuer à accroître la productivité agricole, notamment en doublant la production de riz grâce au développement et à la remise en état des installations d'irrigation et à l'introduction de nouvelles variétés de cultures en

Afrique, et en renforçant la capacité de 50 000 responsables agricoles dans des pays africains. En outre, lors de la Conférence de Rome, le Premier Ministre japonais, M. Fukuda, a promis 50 millions supplémentaires afin d'aider les agriculteurs appauvris à augmenter leur production et a annoncé que son gouvernement était disposé à fournir plus de 300 000 tonnes de riz importé. En tout, le Japon s'est à ce jour engagé à verser, cette année, environ 1,1 milliard de dollars en aide alimentaire et agricole aux pays en développement.

Dans de nombreux pays, l'on n'accorde pas à l'agriculture et à la production alimentaire la priorité absolue qu'elles méritent dans les politiques nationales. Nous devrions tirer parti de l'attention politique considérable que l'ONU est parvenue à mobiliser et faire de la crise une occasion qui permette à la communauté internationale de prendre, à l'échelon mondial, des mesures résolues et d'investir davantage dans l'agriculture et dans la production alimentaire.

La volonté de la communauté internationale de s'atteler à la crise alimentaire est désormais évidente. Il nous faut prendre des mesures plus concrètes et veiller à honorer les promesses faites. Ces mesures doivent être bien supervisées, cohérentes, et coordonnées par l'Organisation des Nations Unies.

On ne saurait trop insister sur l'importance d'une action bien coordonnée et structurée des différentes organisations du système des Nations Unies ainsi que des institutions financières internationales. Nous espérons que l'ONU, sous la direction dynamique du Secrétaire général, continuera de jouer un rôle crucial de coordination en proposant une réponse efficace pour relever ce défi mondial.

Le Japon est prêt à montrer l'exemple en s'efforçant de veiller à la sécurité alimentaire de tous, fondement de la vie et élément essentiel de la sécurité humaine.

M^{me} Dinić (Croatie) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation croate, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance sur la question de la sécurité alimentaire. Nous estimons que l'Assemblée générale constitue l'enceinte appropriée pour aborder cette importante question à la suite du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture qui s'est tenu à Rome au début de juin 2008 et de la réunion spéciale du Conseil économique et social

consacrée à la crise alimentaire mondiale, qui s'est tenue en mai.

Je suis persuadée que nous avons tous conscience de la gravité de la crise à laquelle se heurte le monde et de la nécessité d'agir immédiatement. La Croatie se félicite de l'initiative du Secrétaire général d'établir une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale et salue le rapport portant sur le cadre général d'action. Il ne fait aucun doute que le système des Nations Unies, ainsi que les institutions de Bretton Woods, ont un rôle important à jouer à cet égard. Un partenariat étroit avec le secteur privé, la société civile et les organisations non gouvernementales est également indispensable.

Accroître les investissements dans l'agriculture, en appuyant notamment la recherche agricole, est une condition indispensable pour régler le problème de la sécurité alimentaire à long terme. La crise alimentaire actuelle fournit l'occasion d'œuvrer à accroître la production agricole des pays en développement, en particulier en Afrique, où les petits agriculteurs ont un besoin pressant d'aide au développement. Cependant, il est nécessaire de prendre des mesures urgentes pour que les pauvres, en particulier les plus vulnérables, aient accès à la nourriture.

Nous félicitons les pays qui, rapidement, ont annoncé qu'ils allaient combler le déficit que connaissent les opérations d'aide alimentaire d'urgence. Nous nous félicitons en particulier que la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté aient constitué des points prioritaires à l'ordre du jour du Sommet du Groupe des Huit. Notre défi commun est d'augmenter la production alimentaire et de gérer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires par une politique macroéconomique.

Le monde se heurtera à une nouvelle crise de sécurité s'il ne réagit pas adéquatement et s'il ne fournit pas une nourriture abordable à ceux qui en ont besoin. La faim à laquelle ont à faire face certaines régions du monde n'est absolument pas nécessaire; elle est dégradante et profondément injuste. Il est établi que plus de 9 millions d'enfants dans le monde meurent encore chaque jour avant d'atteindre l'âge de cinq ans, pour la plupart de malnutrition et de maladies que l'on pourrait éviter. Cette situation se poursuit en dépit de tous les efforts déployés par le système des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale, notamment l'UNICEF, pour alléger les souffrances des

groupes vulnérables et les aider, en particulier les mères et les enfants.

Nous pensons qu'il est inadmissible que, malgré ces efforts, la solution au problème nous échappe toujours. Il ne faut pas oublier que la crise alimentaire actuelle entraîne le risque non négligeable de voir 100 millions de personnes supplémentaires tomber en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire disposant de 1 dollar par jour pour vivre, si nous n'agissons pas immédiatement. En outre, la crise risque également de saper les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et de faire perdre à de nombreux pays les acquis de ces dernières années.

Les efforts collectifs et concertés de la communauté internationale demeurent extrêmement importants. Comme le Président de la République de Croatie l'a indiqué à juste titre lors du Sommet de Rome du mois dernier, « nous devons assumer notre responsabilité et l'accepter ».

La Croatie convient qu'il existe plusieurs causes structurelles complexes, certaines liées les unes aux autres, à la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires, telles que l'augmentation des coûts de l'énergie, les changements climatiques et les turbulences que connaissent les marchés financiers. L'usage croissant qu'il est fait des sources d'énergie renouvelable et des carburants de substitution pourrait contribuer à résoudre la crise énergétique et à participer à la promotion des efforts visant à réduire l'impact des changements climatiques. Le défi majeur consiste à maintenir l'équilibre entre les différentes sources de production d'énergie en faveur du développement durable.

Il est vrai aussi que la crise actuelle n'est pas survenue du jour au lendemain. Elle est en partie la conséquence d'un développement durable inadéquat et de l'absence d'accès universel aux échanges internationaux et aux institutions financières internationales. À cet égard, la Croatie serait favorable à l'achèvement rapide du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrirait de nouvelles possibilités de marché pour les pays en développement.

Pour sa part, la Croatie est prête à travailler activement avec les États Membres et à s'engager de manière constructive dans la mise en œuvre d'une stratégie globale et d'un plan d'action visant à résoudre la crise actuelle en matière de sécurité alimentaire.

M^{me} Viotti (Brésil) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir organisé cette séance, qui constitue une nouvelle occasion utile d'aborder la grave situation provoquée par la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie dans le monde.

Je voudrais aussi féliciter le Secrétaire général d'avoir reconnu la nécessité d'une action mondiale prompte et coordonnée.

L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, sous la direction du Secrétaire général adjoint John Holmes, a répondu à l'initiative du Secrétaire général par l'intermédiaire du cadre général d'action. Le document est une entreprise très approfondie, qui cherche à analyser la crise alimentaire actuelle et à proposer des initiatives pour relever les défis de la sécurité alimentaire et énergétique.

Bien que la faim dans le monde ait décliné de moitié depuis 1969, le nombre de personnes souffrant de malnutrition tend maintenant à croître du fait de l'escalade des prix alimentaires. Les distorsions profondément ancrées qui pénalisent le commerce agricole mondial sont parmi les facteurs qui alimentent la tendance actuelle. Les fermiers pauvres des pays en développement, incapables de se montrer concurrentiels sur les marchés mondiaux et locaux face aux exportations subventionnées de nombreux pays développés, sont également touchés de plein fouet par les prix élevés des fournitures agricoles. En conséquence, ils ne sont pas en mesure d'investir pour étendre la production alimentaire.

Les sécheresses nuisent également à la production dans diverses régions du monde. De même, le mauvais temps, allié aux faibles qualifications des fermiers, fait obstacle aux efforts déployés pour accroître les rendements, notamment en Afrique. La vulnérabilité humaine est au centre du dilemme actuel. Comment augmenter durablement la production alimentaire tout en répondant au besoin croissant d'une énergie propre et durable afin d'atténuer les effets du réchauffement climatique? Comment garantir l'accès équitable à la propriété foncière de manière à donner davantage d'autonomie aux fermiers, notamment dans les pays en développement, pour relever la production alimentaire et participer au commerce mondial des biens de consommation dans le cadre d'une concurrence équitable?

Relever ces défis nécessitera un engagement déterminé de la part de la communauté internationale, à la faveur d'une action concertée. Négociations et action doivent communiquer sans à-coup, et il convient de perfectionner les mécanismes d'alerte précoce afin d'empêcher que la faim ne menace de défaire les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier s'agissant de l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim.

À cet égard, une agriculture familiale renforcée peut apporter une contribution sensible dans les pays en développement. Dans mon pays, par exemple, plus de 50 % des besoins alimentaires de la population sont satisfaits par les petits exploitants. Grâce au crédit, à l'aide technique ainsi qu'à des canaux de distribution et un entreposage améliorés, les fermiers peuvent rapidement atteindre de plus hauts rendements et fournir les stocks de nourriture requis pour éliminer la faim et la malnutrition.

Le Brésil est convaincu que la production alimentaire et les sources renouvelables d'énergie propre, telles que les biocarburants durables, peuvent être harmonisées. Notre propre expérience des 30 dernières années en témoigne. Le Président Lula n'a eu de cesse de plaider pour que le débat sur les biocarburants s'appuie sur des faits et prenne en compte non seulement les différentes sources, mais aussi la variété des conditions nationales. Les biocarburants tirés de sources autres que les céréales sont compatibles avec la sécurité alimentaire, offrent une source importante de revenus aux fermiers et constituent un outil de valeur pour combattre les changements climatiques.

La sécurité alimentaire devrait être abordée du point de vue à la fois de l'offre et de la demande. Les expériences réussies de certains pays en développement peuvent s'avérer utiles aux autres dans le monde en développement et servir de plate-forme à la coopération internationale.

Une gestion foncière durable et améliorée, des investissements accrus dans l'agriculture, une aide publique au développement accentuée dans le secteur agricole, y compris par une amélioration des semences, de l'équipement, du renforcement des capacités et du transfert de technologies, ainsi que de l'accès aux marchés, par l'intermédiaire d'un achèvement équilibré du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du

commerce, constitueront des éléments importants pour surmonter la crise.

L'Équipe spéciale milite pour parvenir à un consensus international sur les biocarburants. Elle appelle à une évaluation des politiques en matière de biocarburants et souligne la nécessité d'établir sur leur production des lignes directrices concertées qui tiennent pleinement compte des efforts d'atténuation et d'adaptation concernant les changements climatiques, de la sécurité alimentaire, des revenus et des besoins énergétiques au niveau local dans tous les pays. Elle considère avec raison les biocarburants comme une possibilité à exploiter par les pays qui bénéficient d'un avantage comparatif en termes de production de matière première et reconnaît que leur développement peut être compatible avec la production alimentaire.

Nous espérons que la conférence internationale sur les biocarburants, qui se tiendra au Brésil en novembre, suscitera un débat franc et informé qui facilitera un consensus évolutif sur la question. Le débat portera sur des questions telles que l'utilisation durable des ressources naturelles, en particulier la terre et l'eau, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la génération de bénéfices pour les communautés locales. Il sera également l'occasion de consultations entre les parties prenantes sur les investissements dans les biocarburants.

Nous estimons que l'Équipe spéciale devrait proposer un menu d'options pour contrer l'effet néfaste

de l'escalade des prix du pétrole sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité humaine. Comme l'a souligné le Ministre des affaires étrangères du Honduras plus tôt dans la matinée, la récente déclaration conjointe du sommet des chefs d'État du Système d'intégration de l'Amérique centrale et du Brésil a appelé l'Assemblée générale à examiner l'impact de la récente flambée des prix du pétrole et des possibles mouvements spéculatifs sur les coûts des produits alimentaires et les conséquences pour les pays en développement, notamment. Le débat sur la question est extrêmement nécessaire afin d'envisager les mesures possibles, en fonction de l'ampleur du problème à court, moyen et long terme, qui pourraient être prises.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la volonté du Brésil de prendre part, avec tous les États Membres, à un dialogue objectif et informé qui soit propice à trouver des solutions à l'actuelle crise alimentaire et énergétique. Notre engagement est guidé par les principes du développement durable. Nous espérons que la mise en œuvre du cadre général d'action sera l'objectif d'une action concertée des États Membres, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions financières internationales, en vue de surmonter l'insécurité qui marque actuellement l'alimentation et l'énergie.

La séance est levée à 13 h 10.